

BRUXELLES

**Actes du colloque :
De nouvelles relations
avec l'Afrique pour créer
des richesses ensemble**



Sous le Haut Patronage
du Ministre belge de la Coopération au Développement

23 NOVEMBRE 2005
Palais d'Egmont



BUILDING UNITY
THROUGH DIVERSITY

Echos Communication &
Le Partenariat pour le développement municipal

tiennent à remercier les **partenaires** du colloque :



28-30 Rue Coleau, 1410 Waterloo, BELGIQUE
Tel : +32 2 387 53 55
<http://www.echoscommunication.org>
Contact : M. François Milis (secrétaire général)
echos@skynet.be

Echos Communication

est une ONG de droit belge qui a pour objectif la coopération au développement solidaire par la réalisation d'actions favorisant la reconnaissance des identités culturelles et l'échange sur pied d'égalité. Elle réalise des projets de communication sur les relations Nord/Sud. Elle lance la campagne de communication « Building Unity through Diversity, campagne d'éveil à la diversité comme facteur de développement » et conçoit, prépare et organise avec le PDM, la Rencontre du 23 novembre 2005 : « De nouvelles relations avec l'Afrique pour créer des richesses ensemble ». Echos Communication soutient aussi la politique de communication du PDM pour l'organisation médiatique d'« Africités ».

Immeuble Espace Dina, Boulevard St Michel 01,
BP 3445 Cotonou, BENIN
Tel : +229 21 32 47 01 <http://www.pdm-net.org>
Contact : M. Jean-Pierre Elong Mbassi
(secrétaire général)
jpem@pdm-net.org

Le Partenariat pour le Développement Municipal (PDM)

est une structure panafricaine qui a pour but d'accompagner les gouvernements dans leur volonté politique de décentralisation et de renforcer les capacités des collectivités locales en Afrique. Depuis 1998, le PDM s'occupe également de l'organisation, tous les trois ans, du sommet « Africités », la plus importante plate-forme continentale de dialogue politique sur la décentralisation et la gouvernance locale. Le prochain sommet Africités se tiendra du 18 au 24 septembre 2006 à Nairobi sur le thème: « Construire des coalitions locales pour une mise en oeuvre effective des Objectifs du Millénaire pour le Développement dans les collectivités locales d'Afrique ».

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	3
LA THÉMATIQUE DES RENCONTRES	4
LES OBJECTIFS DES RENCONTRES	5
EXECUTIVE SUMMARY	6
DISCOURS D'OUVERTURE	7
LES ACTES DU COLLOQUE	15
Øur découvrir l'Afrique dans ses potentialités	16
QUID DES POTENTIALITES LOCALES ?	16
LA DECENTRALISATION COMME VECTEUR DE PARTICIPATION	17
INTEGRATION AFRICAINE DES VALEURS UNIVERSELLES	18
LA CREATION DE RICHESSES A NOTRE PORTEE	19
QUID DU POINT DE VUE DES JEUNES ?	20
Øur changer l'image de l'Afrique dans les medias internationaux	21
QUID DE LA PRÉSENCE DE L'AFRIQUE DANS NOS MÉDIAS ?	22
QUID DES ÉVÉNEMENT MÉDIATIQUES SYSTÉMATIQUEMENT NÉGATIFS ?	22
QUID DE LA MANIÈRE DONT EST TRAITÉE L'ACTUALITÉ AFRICAINE ?	22
QUID DES RÉVOLUTIONS TECHNOLOGIQUES DE L'INFORMATION ?	23
UNE LECTURE NEGATIVE DE L'AFRIQUE	23
DEBAT	24
QUID DU CONTEXTE DE CERTAINES AFFIRMATIONS ?	24
UN JOURNAL ECRIT PAR DES AFRICAINS EN EUROPE ?	25
QUID DE LA CULTURE DE L'ORALITE ?	25
DES FAITS INDICATEURS D'UNE AFRIQUE QUI BOUGE ?	26
LES QUESTIONS MEDIATIQUES DEPASSENT-ELLES L'AFRIQUE ?	26
LE JOURNALISME, LIMITE DANS SES MANIERES DE PROCEDER ?	27
Øur réinventer nos relations avec l'Afrique et créer des richesses ensemble	28
STRATEGIE DE L'UNION EUROPEENNE POUR L'AFRIQUE	28
A LA RECHERCHE DE MODELES PLUS HUMAINS ?	30
DES PROJETS AFRICAINS RENTABLES	30
LES ENTREPRISES PRIVEES & LE DEVELOPPEMENT	31
ACCOR : UNE EXPERIENCE DE PARTENARIAT AVEC L'AFRIQUE	32
PROPOSITION DE PROJET DE PARTENARIAT	33
CONCLUSIONS	35
INVITATION A AFRICITES	37
DEMAIN...	38
REMERCIEMENTS	40

LA THÉMATIQUE DES RENCONTRES

Dans ses terroirs et communautés, l'Afrique crée des valeurs, des savoirs et des richesses. Les performances économiques y sont parfois très élevées. Son dynamisme et sa créativité sociale sont aussi remarquables. Les valeurs qu'elle recèle sont précieuses pour le développement durable de la Planète.

Comment les médias peuvent-ils relayer une image plus valorisante et plus conforme aux multiples réalités africaines ? Comment favoriser des investissements d'entreprises en Afrique ?

Investisseurs, médias, organismes de coopération au développement, nous pourrions réinventer nos relations à l'Afrique pour un autre développement et créer des richesses ensemble.

Apprenons à voir les potentiels de l'Afrique : quels sont les valeurs et les savoirs qu'elle porte ? Comment les Africains créent-ils des richesses ?

Réinventons nos relations avec l'Afrique pour que ces richesses et ressources disponibles bénéficient équitablement aux parties. L'Afrique n'est pas qu'un "continent ressource", une sorte de réservoir de matières premières, mais un lieu à fort potentiel humain, qui peut mettre sur le marché des produits finis, des visions du monde et des valeurs universelles.

Nous pouvons créer des richesses ensemble si, dans nos communications, nous sortons l'Afrique d'un cercle vicieux qui fait d'elle le mouton noir du monde.

Cette Afrique locale vient à nous...

C'est de cela que les participants à la rencontre ont dialogué le 23 novembre 2005. L'objet de cette rencontre était de débattre d'une nouvelle manière d'envisager l'interdépendance croissante entre le développement de l'Afrique et de l'Occident.

...pour que nous allions à elle en septembre 2006

Participez ensuite à Africités en septembre 2006, événement panafricain où se rencontrent des partenaires du Nord et du Sud autour du thème "Construire des coalitions locales pour une mise en oeuvre effective des Objectifs du Millénaire pour le Développement dans les collectivités locales d'Afrique".

- Journalistes, nous aimerions y ouvrir un débat sur les pratiques de décentralisation et de gouvernance.
- Investisseurs et entreprises, nous aimerions vous aider à rencontrer des entreprises du Sud et des collectivités locales pour y investir.
- Organismes de coopération au développement, nous aimerions réfléchir avec vous à de nouvelles manières de communiquer la coopération et de créer des richesses ensemble.

... et réinventons nos relations avec elle de manière durable

LES OBJECTIFS DES RENCONTRES

- Faire connaître l'événement "Africités" auquel 10.000 personnes sont attendues, et le réseau d'acteurs locaux qui s'y retrouveront.
- Montrer par l'exemple combien des pratiques d'échanges de savoirs et de réciprocités sont porteuses d'une vision nouvelle du développement, souvent plus efficace que les approches qui ne valorisent pas les potentiels locaux pour le développement.
- Mettre sur pied une campagne de communication dans les grands médias européens pour amener le grand public européen à découvrir les richesses et les potentiels de l'Afrique. Cette campagne de communication sera réalisée à travers une série de portraits de leaders africains, intellectuels, entrepreneurs... et montrera comment ces personnes ont créé des richesses tout en valorisant leur culture et leurs savoirs locaux. Elle montrera aussi ce que ces personnes emblématiques d'une Afrique en marche peuvent nous apporter.
- A travers cette campagne, permettre à ceux qui sont susceptibles d'investir en Afrique (les entreprises européennes, les bailleurs de fonds...) de découvrir les potentiels et ressources existantes et de mettre sur pied des projets qui valorisent les savoirs locaux et créent des richesses ensemble. C'est-à-dire des richesses qui valorisent et bénéficient aussi aux populations d'Afrique.

EXECUTIVE SUMMARY

La Rencontre organisée le 23 novembre 2005 au Palais d'Egmont, à Bruxelles, s'est articulée autour de 3 thèmes :

- **Quels sont les faits qui montrent que l'Afrique bouge ?**

Intervenants et participants se sont attelés à identifier les potentiels de l'Afrique et à déterminer la manière dont ceux-ci sont porteurs de richesses. L'Afrique regorge de ressources aussi bien matérielles qu'immatérielles. C'est un continent riche en matières premières qui véhicule un bon nombre de valeurs telles que la solidarité, le dialogue, la sacralisation de la nature, le respect des aînés, la foi en Dieu, etc. Il y existe une réelle volonté de changer le modèle actuel, notamment par la mise en place de mécanismes de révision. La décentralisation avance en Afrique, elle rend le pouvoir plus visible aux yeux de la population et favorise ainsi sa participation. L'Afrique partage avec l'Occident certaines valeurs universelles comme le respect du travail productif, l'actualisation des structures de vie sociale, la promotion de l'artisanat, etc. mais ces valeurs sont vécues d'une manière spécifiquement africaine. Cette appropriation est essentielle pour permettre au continent africain d'exprimer sa créativité propre.

- **Que faudrait-il faire pour changer l'image de l'Afrique ?**

L'actualité africaine et les grands médias internationaux étaient au centre des discussions. Une triple critique a été formulée: l'Afrique est trop peu présente dans les médias, les événements qui attirent l'attention des médias sont systématiquement négatifs et la manière de traiter l'actualité africaine est biaisée, renforçant ainsi les clichés. Ces critiques ont suscité diverses réflexions et points de vue, parfois en complète opposition. Par exemple, les Européens, dans leur vie quotidienne, n'apparaissent pas non plus dans les médias internationaux. Les médias ont depuis toujours porté leur attention sur le sensationnel, ce n'est donc plus un débat spécifique à la couverture du continent africain. Cependant, il ne faut pas sous-estimer le rôle que jouent la radio, la presse écrite et la télévision dans le processus de construction des préjugés. Le regard que posent les Occidentaux sur l'Afrique est souvent réducteur et condescendant. Il apparaît donc essentiel d'établir une vision plus réaliste du continent. C'est dans cette logique que diverses solutions ont été proposées.

- **Comment créer des relations de réciprocité entre l'Europe et l'Afrique ?**

Ici les mêmes constats ont été faits : les mentalités doivent changer radicalement. L'Afrique, loin d'avoir besoin d'une logique d'assistanat, demande à entrer dans une logique de reconnaissance, de confiance et d'équité. Il apparaît évident que, pour avancer, il faut privilégier des logiques de « partenariats gagnant-gagnant » entre l'Europe et l'Afrique. Les deux continents ont, en effet, outre leurs différences, des caractéristiques communes et même des objectifs communs, elles semblent constituer des alliés stratégiques l'une pour l'autre. Cependant, bon nombre de choses doivent être prises en compte. Il apparaît essentiel de comprendre les erreurs du passé, les erreurs commises entre autres par l'instauration de modèles inadaptes aux contextes culturels, historiques, économiques, sociaux, etc. existant en Afrique. L'économie informelle, par exemple, est le résultat d'une dynamique interne, elle est peut-être porteuse de valeurs clés pouvant servir à la détermination d'un nouveau mode de développement. Alors même qu'il est difficile d'investir en Afrique (entre autres, suite aux pressions exercées par certains acteurs financiers), le développement doit se faire « ensemble », et l'Afrique ne doit pas être réduite au statut de réservoir mondial de ressources.

DISCOURS D'OUVERTURE



Monsieur Armand De Decker, Ministre belge de la coopération au développement

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,
Chers Amis,

On dit que dans la tradition du peuple byeng au Kasai, les vertus essentielles du travail ne sont pas les richesses qu'il apporte mais la dignité qu'il procure, non pas la jouissance de l'argent mais celle de la fraternité du travail des champs. Cette dimension presque spirituelle et très belle de l'effort et de ses résultats pourrait sembler être une image d'Épinal d'une condition humaine se satisfaisant de peu, se reportant à ces temps anciens et sans doute mythiques où l'homme vivait d'échange, et où les richesses du sol se donnaient à lui sans qu'il n'ait véritablement de peine à les en arracher, une sorte de paradis terrestre.

Mais la réalité de l'Afrique est bien différente de cette vision idyllique, et je tenterai dans un instant d'en tracer les contours, en cherchant à en dégager ce qui pourrait et devrait nous permettre, à nous Européens et Africains, d'espérer créer ensemble de nouvelles –mais cette fois-ci véritables-- richesses.

Monsieur le Président,

Permettez-moi d'aborder ce discours d'ouverture de votre colloque en vous disant le bonheur que j'ai d'être parmi vous ce matin. L'initiative prise par Echos Communication en association avec le Partenariat pour le Développement Municipal (PDM) vient doublement à son heure, puisqu'elle s'inscrit à la fois dans le prolongement des nombreuses réunions internationales qui ont été consacrées en 2005 au développement de l'Afrique, et parce qu'elle témoigne de l'importance que nous attachons tous à la nécessaire appropriation par la société civile des instruments et des moyens du développement économique, social et politique.

Comme vous le savez le Prix International Roi Baudouin a été attribué en 2005 à l'ancien ministre malien Ousmane Sy, qui a compris l'importance absolue de la décentralisation de la gestion des affaires publiques pour promouvoir une gouvernance locale légitime. Echos Communication et le PDM sont étroitement associés aux initiatives de ce grand citoyen du monde, visant à réconcilier les efforts que le développement d'un pays requiert aux espérances et aux aspirations de la population. Demain d'ailleurs à Addis Abeba, sous l'égide de l'Union africaine, s'ouvre le Forum sur la Gouvernance en Afrique. Madame Martine Van Dooren, Directrice générale de la Coopération, me représentera à cette importante réunion et établira ainsi un lien entre ce que nous dirons ici et ce qui s'entendra là-bas, d'autant plus qu'Echos Communication et le PDM seront également présents à Addis Abeba.

La bonne gouvernance que nous exigeons tous de nous-mêmes comme des autres est le fondement de la démocratie politique et de l'état de droit. Cette bonne gouvernance ne peut éclore que si la société civile s'organise, avec un secteur privé dynamique, créateur d'emplois et de richesses nationales, et donc de stabilité et de paix. En ce sens le Partenariat pour le Développement Municipal (PDM) illustre depuis près de quinze ans la volonté des Africains de s'organiser localement, et de chercher au-delà de cette décentralisation municipale, des liens nouveaux entre les villes, à travers les pays, pour bâtir une Afrique reposant sur ces mêmes valeurs de partage. Tous les trois ans, vous réunissez dans l'une des grandes capitales d'Afrique

quelque 3000 maires et élus municipaux. Votre prochaine rencontre « Africités » se tiendra à Nairobi en septembre 2006.

Echos Communication, qui est soutenue par mon Département, est d'autant plus remarquable qu'elle cherche –au contraire d'autres ONG ou d'associations d'ONG- à promouvoir cette image dynamique et positive de l'Afrique, et non pas celle d'Africains attendant la manne des pays donateurs sans rien faire eux-mêmes pour s'émanciper de la misère. Vous cherchez à refléter la diversité d'une Afrique qui se cherche sans doute, mais qui se retrouve dans sa volonté d'avancer tout en préservant ses valeurs traditionnelles qui forment son identité.

Mesdames et Messieurs,

Notre réunion se déroule quelques jours avant la réunion semestrielle du Conseil des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne, -le Conseil européen- qui se tiendra à Bruxelles le 13 décembre. Le Conseil devrait en principe adopter une Déclaration sur l'Afrique, ébauchant une nouvelle stratégie européenne pour son développement. Cette stratégie pour l'Afrique viendra compléter la décision prise en mai dernier par la Commission, et réaffirmée depuis d'affecter à l'Afrique 50% de toute augmentation de son aide publique au développement.

Mais il n'y a pas que l'Union européenne qui a transformé 2005 en une véritable année africaine, puisque le Sommet du G-8 à Gleneagles en juillet s'est longuement attaché à dégager des pistes nouvelles pour le développement et a permis que se conclue un accord à Washington fin septembre lors de la réunion annuelle de la Banque mondiale pour l'annulation de la dette des pays les plus endettés, dont la majorité en Afrique. Cette décision, que beaucoup d'ONG réclamaient depuis des années, n'aurait toutefois pas eu la portée qu'elle aura dans l'avenir, si à l'insistance de la Belgique et d'autres Etats européens, les grands bailleurs de fonds n'avaient accepté – et cette discussion fut plus difficile que l'on imagine-- de compenser dollar pour dollar la Banque mondiale et la Banque africaine de développement pour chaque dollar de la dette annulée.

Une des particularités de toutes ces stratégies, de tous ces plans pour l'Afrique est que, pour la première fois dans l'histoire, ils reconnaissent la nécessité et la réalité d'un partenariat véritable avec l'Afrique. Un accent nouveau souligne la nécessaire cohérence des stratégies avec les politiques voulues par l'Union africaine et mises en œuvre par le NEPAD et la Banque africaine de développement.

Ce n'est que dans cet esprit d'engagements réciproques et de partenariat que les Etats africains arriveront avec les Etats européens à concrétiser les nécessaires efforts en vue de rétablir dans la paix et la démocratie, les équilibres nationaux et régionaux indispensables au développement durable.

Mesdames et Messieurs

Il y a quelques années, l'Afrique que l'on évoquait dans les colloques internationaux, prenait toujours les couleurs du malheur. C'était l'Afrique de la violence et des conflits ethniques, l'Afrique du non-droit et des coups d'Etat, l'Afrique de la malnutrition, l'Afrique de la souffrance et à vrai dire de la désespérance.

C'était aussi une Afrique que certains souhaitaient voir dans ces mêmes colloques prendre possession d'elle-même, s'émanciper du monde qui l'entourait, en espérant lâchement que cet « African ownership » tant désiré, et si nécessaire par ailleurs, réussisse à cacher l'indifférence des nations riches, résolues à tout faire pour ne rien entreprendre face aux tempêtes qu'affrontait ce continent presque à la dérive.

Cette vision de l'Afrique, et de l'Afrique centrale en particulier, est aujourd'hui largement dépassée. Même au plus profond de ses conflits intérieurs, même à l'heure où la communauté internationale détournait les yeux des drames et des souffrances, l'Afrique faisait front comme un navire bravant les éléments tout en cherchant à garder le cap.

Si certains gouvernements africains, soucieux du bien public, cherchaient à éviter le naufrage annoncé, c'est essentiellement la société civile qui a sauvé et le navire et son équipage. Je songe en particulier aux associations de défense des droits de l'homme, aux mouvements de femmes, aux différentes églises, au secteur privé sans l'engagement et la détermination desquels les pays n'auraient pas effectué ce virement certes lent et hésitant mais réel vers une meilleure gouvernance économique et une plus grande transparence démocratique.

L'Afrique dont nous allons parler aujourd'hui est certes une Afrique tournée vers l'avenir, vers le développement durable et une globalisation maîtrisée, mais elle est aussi et surtout cette Afrique éternelle qui n'a pas froid aux yeux et ne s'endort pas dans le fatalisme même si elle n'a pas encore suffisamment conscience d'elle-même, de ses potentialités, et de ses réelles capacités d'entreprendre.

Mesdames et Messieurs

Le Secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, rappelait en septembre dernier que les Objectifs de Développement du Millénaire ne pourraient pas être atteints avec les seuls moyens publics de l'aide internationale et des politiques gouvernementales. Il faut donc que le secteur privé se mobilise lui aussi, tant au Nord qu'au Sud, en favorisant des investissements créateurs d'emploi et de valeurs ajoutées. C'est également un thème repris par l'Union africaine et par le NEPAD, ce qui prouve si besoin était que l'implication véritable de la société civile et du secteur privé a trouvé un terrain favorable en Afrique elle-même.

Vous avez eu l'occasion hier, d'entendre plusieurs exposés sur les Investissements en Afrique qui ont certainement mis l'accent sur les synergies nécessaires qu'il convient de créer entre des investisseurs européens et les opérateurs économiques africains. Cet important chapitre de votre conférence s'inscrit dans la prolongation d'une réunion que j'ai organisée en juin dernier dans ce même Palais d'Egmont, sous le haut patronage de Son Altesse Royale le Prince Philippe, et dont le thème était « Entreprendre en Afrique centrale ». Cette conférence, qui avait réuni des ministres des finances et de l'économie du Burundi, de la RDC et du Rwanda et de nombreux experts et entrepreneurs européens et africains, a été un véritable succès, au point que des séminaires de suivi se déroulent actuellement au Rwanda et au Burundi, et que la Commission européenne envisage d'étendre ce type de séminaire à l'ensemble des pays africains.

Mesdames et Messieurs,

Notre conférence aujourd'hui aborde, dans son ambition de définir de nouvelles relations avec l'Afrique, d'autres thèmes que les seuls investissements. Nous parlerons de communication et d'image, sans lesquelles bien sûr la perception de ce qu'est l'Afrique ne peut changer, sans lesquelles non plus le climat des investissements ne peut s'améliorer. Mais avant d'aborder ces thèmes, permettez-moi d'insister sur ceux qui se rapportent immédiatement à la situation politique de l'Afrique.

Le développement durable dans tous les domaines et sa maîtrise, ne peuvent s'effectuer que dans un climat politique serein, impliquant la paix des armes, le rétablissement de l'état de droit et de la démocratie, l'instauration de la justice sociale, le respect des droits humains et des libertés fondamentales, le respect de l'environnement, la transparence des transactions, bref, l'établissement et le respect de règles permettant une solidarité et une confiance mutuelle de tous les acteurs de la vie politique, économique et sociale. La décentralisation, dont notre ami

Ousmane Sy s'est fait le chantre et l'artisan, joue un rôle fondamental dans ce processus d'appropriation du pouvoir par la société civile au profit de son développement et de la démocratie.

Ces exigences se retrouvent évidemment dans les conclusions du rapport de la « Commission pour l'Afrique » établie par le Premier Ministre Tony Blair, dans celles adoptées par le G-8, par l'OCDE, par l'Union européenne, par la Banque mondiale, en fait par l'ensemble des pays industrialisés ou des institutions partenaires de l'Afrique.

Nos pays partenaires en Afrique, et particulièrement en Afrique centrale sont extrêmement attentifs à l'établissement de ce climat de confiance, ceci pour répondre sans doute aux attentes de la communauté internationale, mais surtout parce que les gouvernements eux-mêmes, les milieux économiques, la société civile, l'ensemble de la population sont avides, avant toute autre chose, de stabilité, de paix et de bonne gouvernance.

Nous nous réjouissons en Belgique et dans l'Union européenne que l'Assemblée Nationale Congolaise et le Sénat congolais aient adopté, à une écrasante majorité, l'agenda électoral proposé par la commission électorale indépendante et que la procédure de recensement électoral ait pu débiter en République Démocratique du Congo.

Plus de 21 millions d'électeurs sont désormais inscrits sur les listes électorales, et le processus continue. La procédure référendaire et électorale congolaise est donc aujourd'hui lancée. Nous souhaitons qu'elle puisse se dérouler dans le calme et la transparence et estimons que tous ceux qui entendraient la perturber, causeraient un grave préjudice aux intérêts supérieurs du peuple congolais.

La communauté internationale attend avec confiance l'avènement de la nouvelle République démocratique du Congo, expression de la souveraineté populaire, afin de pouvoir lui apporter un soutien renforcé.

Au Burundi, nous espérons que la stabilisation démocratique se poursuive afin que nous puissions y renforcer notre aide au développement en vue de sortir ce petit pays de l'isolement qui est toujours le sien aujourd'hui

Je me rendrai à Bujumbura, Kigali et Kinshasa dans quelques jours, pour réitérer ces messages de confiance et d'espérance.

Nous invitons tous les pays des Grands Lacs, et en particulier nos pays partenaires, à poursuivre, avec l'appui de la communauté internationale, le long chemin menant au désarmement et à la paix régionale tant attendue car indispensable au développement.

Mesdames et Messieurs,

Comme vous le savez, des études économiques ont souvent comparé dans le passé la situation de la Corée du Sud à celle du Ghana. Ces deux pays se trouvaient, il y a quarante ans, à un niveau semblable de développement. Certes, ces comparaisons sont académiques, et peu réalistes, mais l'une des constatations est que l'Afrique subsaharienne souffre d'une double faiblesse d'investissement : celles des investissements étrangers, mais surtout celle des investissements nationaux.

La migration des capitaux africains vers le Nord est un phénomène d'autant plus néfaste au développement, que les investisseurs étrangers qui seraient tentés d'investir en Afrique sont découragés en constatant que les Africains eux-mêmes ont une confiance limitée dans leur économie.

Malgré les efforts entrepris pour rétablir la confiance dans les institutions et dans le bon fonctionnement de l'Etat, l'Afrique souffre de cette désaffectation des investissements, et entreprendre apparaît dans ce contexte comme une tâche fort hasardeuse.

Nous voulons, avec vous, inciter la société civile, et en particulier le secteur privé à retrouver la confiance dans leurs capacités d'entreprendre en Afrique dans un environnement offrant les conditions nécessaires à son développement durable.

Cette confiance et ces investissements sont indispensables pour résoudre d'autres problèmes que sont d'une part, la question des ressources humaines et d'autre part, celle de l'immigration non maîtrisée. La question des ressources humaines dans les secteurs les plus porteurs de l'économie et des domaines sociaux du développement est une question qu'il faut résoudre. Trop d'ingénieurs, d'économistes, de médecins, d'infirmiers africains quittent l'Afrique pour l'Europe, le Canada ou les Etats-Unis, et trop d'entre eux, restés au pays refusent de travailler ailleurs que dans les plus grandes villes. Si une prise de conscience des Africains est nécessaire à ce propos, nous devons, nous aussi, adopter une politique cohérente, et ne pas chercher –comme cela se fait notamment dans le secteur médical-- à débaucher les professionnels africains.

S'il nous faut éviter un exode massif des travailleurs africains les plus qualifiés vers l'hémisphère Nord, il faut toutefois avoir une vision équilibrée et nuancée de cette problématique. On ne peut oublier le rôle souvent important des diasporas en faveur du développement de leur pays d'origine. Elles peuvent aussi contribuer à forger une image plus positive de l'Afrique.

C'est par le développement économique des entreprises africaines – que ce soit dans le domaine agricole ou dans le monde industriel--, par le développement de leurs capacités commerciales, que l'Afrique réussira à stabiliser sa jeunesse par la création d'emplois, et donc par ce biais à réduire cet irrépressible appel qui existe actuellement et qui fait croire aux jeunes africains sans emploi que l'Europe est terre d'accueil, mais surtout terre d'emplois et de richesses. Certes, les fonds destinés à la Coopération au développement ne doivent pas être détournés de leur but, et ne peuvent se mettre au service des politiques de contrôle de l'immigration en Europe. Mais la Coopération peut et doit aider à créer dans les pays d'origine des candidats émigrés, des conditions permettant l'épanouissement d'une activité économique créatrice d'emplois, dans un climat social garantissant les droits des travailleurs.

Je crois que dans le domaine des investissements, de l'entreprise, comme dans ceux du déficit des ressources humaines et de la maîtrise de l'émigration, les diasporas africaines établies en Europe, peuvent et doivent s'impliquer davantage. L'Organisation internationale des Migrations a mis sur pied un programme dans ce sens, pour les pays d'Afrique centrale.

Mesdames et Messieurs,

Votre conférence abordera bien d'autres thèmes que ceux que je viens d'évoquer. La question principale est celle de la confiance : la confiance de la communauté internationale envers l'Afrique mais aussi et d'abord sans doute la confiance en soi, la confiance des Africains en l'Afrique de demain.

Il s'agit d'une question d'image sans doute, d'état d'esprit. Et en ce sens également votre conférence vient à son heure, puisque la communication est cruciale pour rétablir ces fondations essentielles de l'édifice que nous voulons construire.

Les vraies richesses, nous le savons, ne sont ni visibles ni palpables, et cette communauté de richesses que vous nous appelez à construire ensemble, est d'abord une richesse humaine commune que nous devons chercher ensemble. Nous sommes chercheurs d'or, mais d'un or intangible, et dont le poids spécifique est celui de l'humanité toute entière.

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,
Chers Amis,

En abordant mon propos j'évoquais l'image négative que trop longtemps l'Afrique s'était vue attribuer. Ce mauvais cliché s'estompe petit à petit, mais son empreinte est encore visible, des ombres subsistent qui cachent la clarté de ce que notre créativité et notre enthousiasme voudraient construire.

Rien n'est meilleur pourtant qu'un enthousiasme qui a raison, et c'est à vous, à nous, Africains et Européens, à nous tous qu'il incombe de construire ce monde de solidarité et de justice, de droits et de libertés autour d'objectifs communs.

Dans le monde universel qui est le nôtre aujourd'hui, cette « globalisation » qui effraie et qui nous attire tour à tour, il n'est plus utile de chercher chez l'un ou chez l'autre la cause des misères ou celle des succès.

Le moment est venu, tout simplement, d'entamer le grand voyage commun, cette transhumance fraternelle et réciproque amenant l'Afrique en Europe et l'Europe en Afrique, pour qu'ensemble nous devenions ce que nous n'avons jamais cessé d'être tout en le niant, des frères humains sur le frêle esquif qu'est la terre.

Je vous remercie.



Monsieur Jean-Pierre Elong Mbassi, secrétaire général du Partenariat pour le développement municipal (PDM)

Monsieur le Ministre,
Mesdames et Messieurs,

Je tiens tout d'abord à remercier Monsieur le Ministre et le Gouvernement Belge qui ont accepté de parrainer cette manifestation. Après ce que je viens d'écouter, je serais tenté de dire « Africa is back ». Les mots que vous venez de dire me convainquent que nous avons eu raison, Echos, Communication et PDM, d'organiser ou de tenter d'organiser cette écoute et ce dialogue véritable sans lesquels les risques que le monde court aujourd'hui ne seront pas dépassés. Les paroles d'espoir que vous venez d'exprimer sont aussi un appel fort en direction et des Africains et des Européens, et au-delà de l'Europe, à considérer que l'Afrique fait partie du monde et que le monde serait bien orphelin si l'Afrique n'y prenait pas toute sa part. Le PDM que je dirige est également convaincu que l'Afrique a besoin de s'enraciner au niveau local, dans sa culture locale, pour pouvoir s'ouvrir au monde. **Nous sommes convaincus que le développement sera local ou ne sera pas. La démocratie sera locale ou ne sera pas.**

Nous considérons la décentralisation comme un moment de refondation des Etats africains qui sont des Etats mal nés : certains disent des Etats « canada dry ». Ce ne sont pas des Etats appropriés par la population et vous avez eu raison de dire qu'il est quand même choquant que 40% de l'épargne africaine dorme dans les banques des pays du Nord. Mais, si un tel mouvement a eu lieu, c'est parce que, pendant longtemps, on a raconté aux Africains que, pour s'enrichir,

pour se développer, il fallait qu'ils s'intègrent d'abord et avant tout à l'économie mondiale, qu'ils vendent les produits de rentes. Les populations locales ont donc été invitées à entrer dans la mondialisation. Cela fait longtemps que l'Afrique fait partie de la mondialisation mais d'une mondialisation où elle est perdante. Nous pensons que l'économie se construit localement, que c'est par les échanges de proximité mutuellement nourris, enrichis de proche en proche, conquérant le marché local, puis national, puis régional. C'est, armé de ce tissu économique construit patiemment, qu'on est prêt à aller à la rencontre économique de l'autre. C'est le processus que l'Europe a suivi, c'est le processus que nous aimerions que l'Europe accepte d'adapter pour aider l'Afrique à reconquérir sa dignité. Oui, il s'agit de dignité, oui, je suis content qu'après « Africa the lost continent » on dise aujourd'hui « Africa is back ».

Je voudrais, avec Echos Communication et tous ceux qui sont ici, partager des réflexions pour que vienne enfin le temps de l'écoute véritable, du dialogue véritable et de « construire ensemble ». Ce n'est qu'ensemble, comme vous l'avez dit, que nous retrouverons la dignité. On ne peut pas être libre avec autour de soi rien que des esclaves, on ne peut pas être riche avec autour de soi rien que des pauvres. Le temps est venu de construire des richesses ensemble.

Je vous remercie.



Monsieur François Milis, secrétaire général de l'ONG Echos Communication

Monsieur le Ministre,
Mesdames et Messieurs,

Je vous remercie, Monsieur le Ministre, pour vos perspectives d'avenir, vos perspectives encourageantes. C'est une vision qui donne du sens à notre travail, qui donne un souffle à nos partenariats. Je partage aussi l'idée, et je ne serais pas là si je n'y croyais pas, que « Africa is back » et je partage l'idée qu'on ne peut participer à un processus de développement qu'en allant au-devant de l'intelligence, la dynamique, la créativité, la compétence des gens. Ce n'est pas en regardant uniquement leur malheur qu'on peut les aider, c'est dans une dynamique de réciprocité et d'apprentissage mutuel qu'on peut avancer. Nous travaillons ensemble pour organiser un processus de communication qui a pour but de revaloriser l'image de l'Afrique et de montrer tout ce qui se crée, tout ce qui bouge, tout ce qui est innovant en Afrique et qui peut changer les termes de la relation. Passer d'une relation d'assistanat à une logique de co-crédation, de cogestion du Monde.

L'enjeu aujourd'hui c'est d'ouvrir le débat autour d'une vision avec trois types d'acteurs : le monde des médias, le monde des entrepreneurs, le monde des acteurs de la coopération. Ouvrir le dialogue à partir des hypothèses qui se structurent autour de trois éléments :

- **Il faut apprendre à découvrir mieux en quoi l'Afrique bouge.** Quelles sont les dynamiques en place qui font changer l'Afrique en profondeur ? En regardant le potentiel de l'Afrique, il devient plausible de baser le partenariat sur l'apprentissage mutuel. C'est pourquoi nous voulons donner la parole, au cours de notre 1^{ère} session, à quatre intervenants qui montrent de quelle façon l'Afrique bouge aujourd'hui, en matière de gouvernance, d'entrepreneuriat, de culture et de jeunesse

- Nous parlerons ensuite de l'image de l'Afrique.

Dans quelle mesure l'image de l'Afrique reste-t-elle encore assez négative, et dans quelle mesure cette image nuit-elle au développement de l'Afrique ? Qu'est-ce qui pourrait changer dans la réalité du développement, dès lors que l'image change, que les gens voient l'Afrique différemment et que des liens se tissent ? Quand on table sur l'intelligence, la

compétence, le dynamisme, d'une Afrique renaissante, on acquiert une autre vision que celle d'un continent misérable, condamné à l'assistance. Nous travaillerons sur l'image de l'Afrique et sur le lien entre l'image de l'Afrique et la communication médiatique européenne à propos de l'Afrique. Vaste débat !

- **Le travail de réinvention des relations avec l'Afrique et la question de la réciprocité** qui sont pour nous un **paradigme essentiel à la création de richesses.**

Un des enjeux de notre journée, c'est de créer un réseau d'acteurs mobilisés par la vision de cette réciprocité, d'ouvrir un dialogue à ce propos, de créer un forum de dialogue Europe/Afrique. Nous voulons également vous faire connaître l'événement Africités auquel participeront 10.000 personnes autour du thème « *Construire des coalitions locales pour atteindre les objectifs de développement du Millénaire* ». Si nous avons choisi Africités et le PDM comme partenaires, c'est parce que nous pensons qu'ils sont porteurs de cette nouvelle dynamique du développement local à laquelle nous croyons beaucoup.

Je vous remercie.



LES ACTES DU COLLOQUE

Pour découvrir l'Afrique dans ses potentialités

Table ronde animée par **Eddy Caekelberghs**,
journaliste à la RTBF



Interventions de la **princesse Erelu Abiola Dosumu**,
entrepreneuse nigériane et coordinatrice du African Business Roundtable au NEPAD

« *Peut-on créer des richesses en Afrique à partir des potentialités et des valeurs locales ?* »

de **Moussé Daby Diagne**,

président d'honneur fondateur du PDM

« *Décentralisation et gouvernance locale en Afrique* »

de **Maître Alfred Liyolo Limbé M'Puanga**,

sculpteur congolais

« *De quelles valeurs universelles l'Afrique est-elle portuse ? En quoi ces valeurs sont-elles créatrices de richesses ?* »

et de **Shamiel Adams**,

Artiste et spécialiste du développement de la jeunesse en Afrique du Sud

« *La remise en question par les jeunes du fonctionnement de leur société* »

Tout processus de développement s'articule autour des forces d'une société humaine, et non sur la définition de ses manques, de ses crises et de ses misères. Le défi consiste à découvrir selon quels termes il est possible de mettre en œuvre de nouvelles relations entre l'Afrique et l'Europe afin qu'elles valorisent le meilleur de ce que les deux parties puissent s'apporter.

Quel est le potentiel réel de l'Afrique ? Existe-t-il un apport spécifiquement africain aux questions de développement ? Qu'est-ce qui bouge en Afrique en ce moment, pour que les dynamiques de développement puissent s'y greffer ?

Après les discours d'ouverture et la retransmission de l'interview¹ de Monsieur Louis Michel, Commissaire européen pour le Développement et l'Aide humanitaire, la première table ronde fut entamée avec l'intervention de la **princesse Erelu Abiola Dosumu**.



QUID DES POTENTIALITES LOCALES ?

Selon la princesse Dosumu, la création de **la richesse peut et doit provenir des potentialités et des valeurs locales**. Car les conditions de toute activité économique sont : une bonne santé, de la main d'œuvre qualifiée et un bon système. Ce sont trois atouts abondamment présents en Afrique, contrairement aux idées reçues.

Voici quelques exemples de ces potentialités locales, créatrices de richesses :

- Un *soutien communautaire fort* : en Afrique, il existe une réelle **fraternité communautaire**. Pas un individu, pas un hameau, pas un village, pas une ville, n'oserait s'opposer à la position adoptée par la communauté de peur d'être ostracisé. C'est le **fondement d'une communauté unie où chacun se sent concerné par l'autre et où le problème de l'un devient une préoccupation pour l'autre**.
- Sur cette base, se crée un *soutien financier fort* : c'est l'ensemble des fonds qui constitue la richesse d'un village ou d'une ville. Tout le monde y contribue et tout le monde y a accès.
- Il existe également certaines potentialités offertes par le *secteur informel*.

¹ L'interview sur CD Rom du Commissaire Louis Michel a été distribuée lors des rencontres.

- Au niveau des *récoltes*, chaque région peut planter des cultures indigènes qui vont produire un bon rendement. Des pesticides naturels peuvent être utilisés et l'engrais pourra provenir d'exploitations propres (ce qui constituerait une épargne considérable par rapport aux engrais importés). De plus, certaines communautés s'engagent dans le développement de l'agriculture en prêtant des terres pour la production. Ce type d'initiatives devrait être soutenu par le développement de nouveaux outils financiers, conçus pour des entrepreneurs africains pour promouvoir leur indépendance et leur autonomie.
- L'*APRM (Africa Peer Review Mechanism)* est un mécanisme de révision en Afrique dont l'objectif est de :
 - éradiquer la corruption, en tout cas la faire diminuer ;
 - développer la bonne gouvernance ;
 - améliorer les infrastructures ;
 - donner la possibilité de développer des partenariats.
- Promotion ou amélioration d'une *collaboration interrégionale*. Au lieu de se tourner vers l'importation, il faudrait commencer par consommer ce qui est produit en Afrique. Il est préférable de faire du commerce, dans un premier temps, entre Africains d'un même pays et ensuite avec d'autres pays africains, plutôt que de se tourner directement vers l'exportation.
- Dans le domaine du *tourisme*, l'Afrique possède des ressources naturelles considérables (grands lacs, chutes, montagnes, etc.) et des opportunités touristiques infinies. Un certain nombre de nouveaux projets ont été développés comme *Tourism Destination*.

LA DECENTRALISATION COMME VECTEUR DE PARTICIPATION



Moussé Daby Diagne affirme que la **décentralisation**, perçue comme une connexion de sphères de pouvoirs sur base du principe de subsidiarité, **est une composante essentielle à l'élaboration de relations nouvelles avec l'Afrique pour créer des richesses ensemble**. C'est un vecteur fécond qui permettra de rétablir un regard plus positif sur l'Afrique et par l'Afrique, grâce à ses collectivités locales qui représentent des territoires où abondent les initiatives, la mobilisation, la démocratie.

Même lorsque la volonté politique réelle fait défaut, la décentralisation avance en Afrique. Certes, à des rythmes différents, mais elle est structurellement une des meilleures voies pour changer les comportements et les mentalités dans ce continent où la proximité, la parole et l'échange avec l'autre sont des valeurs de civilisation ; et, potentiellement, elle répond à beaucoup de critiques adressées au mode de développement et de management public actuels. Cependant, cette décentralisation ne saurait se limiter à une solution par défaut. Elle est la réponse achevée à la question d'un nouveau choix de stratégie de développement.

Cette contestation faite du modèle actuel de développement est entièrement fondée : ce modèle est globalement basé sur une croissance impulsée par les exportations et les investissements directs étrangers, eux-mêmes stimulés par l'économie mondiale. Ce cercle, dit vertueux, commande en plus d'instituer les mêmes réformes sur toute la planète, pour libéraliser les barrières douanières, créer des espaces a-nationaux pour l'entreprise, les marchandises et les capitaux, en enjambant les cultures, les situations historiques et l'équité. Combiné avec des fautes de gouvernance et des mauvais choix économiques faits par les Africains eux-mêmes, la situation en Afrique n'a pu s'améliorer.

Les tenants d'une décentralisation véritable dans le cadre unitaire de la nation s'appuient principalement sur deux orientations : la reformulation d'un autre mode de gouvernance de

l'offre des services de base et l'identification de l'économie réelle pour lui faire faire des progrès au profit de la citoyenneté.

Lorsque l'on énonce, assez unanimement, les dix commandements recommandés pour sortir l'Afrique du sous-développement (commandements réformateurs et stratégiques), il apparaît très nettement que la décentralisation peut être un apport appréciable. Elle est porteuse d'une énergie cinétique sociale, économique et culturelle encore insuffisamment employée en Afrique. La campagne « De nouvelles relations avec l'Afrique pour créer des richesses ensemble » peut aider à accentuer ce mouvement de décentralisation en insistant sur la **promotion des outils institutionnels mis en place au niveau régional et continental**, sur la **promotion des capacités locales** et la **mise en place de systèmes productifs locaux** ainsi que le **transfert de la gestion de l'agenda du millenium aux pouvoirs locaux**.

C'est ensuite au tour de **Maître Alfred Liyolo Limbé M'Puanga** d'exposer son point de vue à propos de cette nouvelle vision. Il souligne les avantages d'une attitude qui **respecte les valeurs des uns et des autres dans leurs spécificités pour en faire le fondement du développement**. Il commente deux expériences.



INTEGRATION AFRICAINE DES VALEURS UNIVERSELLES

La première expérience démontre comment l'Afrique, ayant intégré les valeurs universelles dans ses schémas spécifiques, est à même de créer des richesses. C'est l'exemple d'une immense communauté répartie sur 33 villages dans la contrée de Lomako, dans le territoire de Befale, province de l'Equateur, en République Démocratique du Congo. **Les populations s'organisent autour des valeurs universelles intégrées à la philosophie locale, au climat et aux besoins du terroir :**

- La *solidarité* :
 - le respect du travail productif : chaque village a des champs, élevages, ateliers, ... et tout le monde travaille ;
 - l'autosuffisance alimentaire : le travail productif permet à chacun de se nourrir convenablement ;
 - l'accueil et l'assistance des étrangers et voyageurs.
- La *division du travail* assure l'équilibre vital entre les sexes, les catégories d'âges et les différents corps de métier.
- La *réalisation de structures de vie sociale* : écoles, centres médicaux, lieux de loisir, marchés, ateliers qui répondent aux besoins des populations.
- La *répartition équitable des richesses* : dans cette communauté, il n'y a pas de miséreux, de mendiants ni de bandits.
- La *gestion démocratique de la société* : à la base de toute gestion de la communauté figure le dialogue, la palabre, où dominant le respect de la hiérarchie de chacun, la crainte de Dieu et des ancêtres, la protection de la famille et la pérennisation du clan.
- La *promotion des arts et de l'artisanat* sous toutes leurs formes : dans cette société, tout est prétexte à la quête de la beauté et de la vérité.
- La *protection de la nature et la conservation de la faune et de la flore* : la protection de l'environnement est sacrée.
- Ce *peuple est attaché à sa terre*, sa richesse suprême.

Dans cette contrée, selon Maître Liyolo, on arrive à créer davantage de richesses disponibles dans le sol et le sous-sol mais aussi à encourager le respect des valeurs énumérées ci-dessus.

LA CREATION DE RICHESSES A NOTRE PORTEE

La seconde expérience retrace la vie de Maître Liyolo lui-même. Il la cite pour affirmer qu'en respectant ces valeurs universelles, il y a moyen de créer des richesses autour de soi. Il a été très tôt attiré par l'art, il a fréquenté les ateliers de son père dès son plus jeune âge. Il a créé des petites œuvres et les a vendues. Avec l'argent gagné, il a été à Vienne où il a appris l'art du feu. Une fois de retour dans son pays, connaissant les richesses du sous-sol, il introduisit avec succès l'exploitation artistique des métaux. Il entreprit alors de conscientiser les autorités pour qu'elles considèrent l'art comme un facteur de développement. Il alla plus loin en promouvant cet art à l'extérieur afin d'accroître le marché et en éduquant les masses pour intégrer le secteur artistique dans les préoccupations de développement de son pays. Alors, comment est-il arrivé à exceller dans son domaine ? **En ayant foi en ce qu'il faisait** ; en élargissant ses connaissances ; en réalisant un marketing rationnel pour produire des richesses ; **en allant à la rencontre du reste du monde, à partir de son bagage moral et culturel.**

En guise de conclusion, il explique que, premièrement, les valeurs universelles sont vécues dans l'Afrique de façon spécifique et qu'elles peuvent servir au développement des relations Nord-Sud ; que, deuxièmement, les échanges entre l'Occident et l'Afrique doivent être pacifiques et que, troisièmement, les limitations à l'épanouissement de l'Afrique sont des anti-valeurs (égoïsme, corruption, violence, trahison, dictature, absence de solidarité, etc.) qui règnent dans les milieux dirigeants. Pour lever ces obstacles, il faut selon lui une **sensibilisation des dirigeants du Nord et du Sud au respect des valeurs universelles. Les rapports entre le Nord et le Sud doivent changer.** Dans le cadre de la mondialisation, **il s'agit de redéfinir nos relations sur une base équitable où nous sommes de part et d'autres gagnants.**

QUID DU POINT DE VUE DES JEUNES ?



Shamiel Adams intervient ensuite à propos de la remise en question par les jeunes du fonctionnement de leur société. Selon lui, l'Afrique ne revient pas, elle n'est jamais partie. Pour lui, nous ne devons pas changer la vision que nous avons de l'Afrique pour qu'elle attire davantage d'investissements, mais en revanche, **il faudrait trouver une autre définition de la richesse**. Il a d'ailleurs été très impressionné par la définition de la richesse en tant que recherche de l'humain donnée par Monsieur le Ministre Armand De Decker. Mais il se demande de combien de rapports scientifiques aurons-nous encore besoin avant de changer le paradigme du commerce, de la gouvernance, du développement ?

Les jeunes veulent savoir comment le changement va être proposé et opéré. Toutes ces promesses faites au forum du développement durable, par l'OMC, etc. vont-elles être tenues et mises en œuvre ? Où sont les résultats ? Lorsqu'on compare les marges de profit des grosses entreprises privées et les objectifs de développement qui ont été réalisés, et ceux qui n'ont pas été réalisés, il y a un problème.

Suis-je pessimiste, demande-t-il alors ? Etant donné son passé difficile, il pense que non. Le fait que nous soyons là, que l'on soit assis et qu'un dialogue se mette en place, est déjà très positif. Il y a également une multitude de gens qui ont essayé, qui se tuent à la tâche chaque jour au Nord et au Sud pour tenter, par exemple, d'éliminer l'apartheid ou d'empêcher que des gens soient tués lors de génocides. En changeant notre vision, nous devons également envisager la politique de manière plus globale, tout ne doit plus être administré uniquement par le Nord. Les choses doivent se faire ensemble ! Si on a une continuation de nos anciens modèles, il croit qu'il va nous falloir cinq planètes de plus. Qu'attendons-nous alors ? questionne-t-il. Encore des discussions, encore des séminaires, encore des guerres ?

Premièrement, il pense qu'il faut mettre de la nourriture sur les tables en Afrique. Sans nourriture, il y a de la colère, des frustrations, des clichés. Deuxièmement, il faut assurer un accès à l'éducation. Selon lui, les choses commenceront à changer avec ces deux éléments. Enfin, troisièmement, il faut essayer d'établir des liens avec nous-mêmes, avec le continent, mais également entre Africains. La réciprocité ne peut pas devenir réalité lorsqu'on est assis avec un groupe de gens qui détient 90% des richesses et l'autre groupe 10%. Ceux qui ont le plus de pourcentage finiront par dicter la loi.

Pour changer l'image de l'Afrique dans les médias internationaux

Table ronde animée par **Jean-Paul Marthoz**,
directeur international de l'information à Human Rights Watch
et conseiller éditorial d'Enjeux Internationaux

Interventions de **Marie-Soleil Frère**,
expert associé à l'Institut Panos Paris auprès du programme « médias pluralistes pour la paix et la démocratie »
« Une image de l'Afrique à réinventer pour coller à la réalité des faits »

Et de **Alain Foka**,
responsable des émissions Médias Afrique, Afrique Plus et Archives d'Afrique à RFI
« Réinventer le discours journalistique sur l'Afrique »

L'Afrique ne parvient à faire irruption dans les médias du Nord que lorsqu'elle subit des catastrophes, des famines, des guerres, des pandémies, le tout sous forme d'une image globalement négative. Quelles en sont les raisons ? Que faudrait-il faire pour changer l'image de l'Afrique ? Dans quelle mesure les médias ont-ils aussi un rôle à jouer ?



Comme le rappelle **Jean-Paul Marthoz** lors de l'ouverture de la table ronde, lorsqu'on dit « journalisme », on entend rarement des compliments... La critique médiatique fait en effet désormais partie de l'industrie de progrès et la réaction que peuvent avoir certaines personnes face à la manière dont est couverte l'actualité africaine peut être contestataire, voire accusatrice. Généralement, les militants en faveur d'un changement d'image de l'Afrique dans les médias du Nord se basent sur une triple critique : premièrement, *l'Afrique serait trop peu présente dans les médias* ; deuxièmement, *les événements qui attirent l'attention médiatique seraient systématiquement négatifs* ; enfin, *la manière de traiter l'actualité africaine serait biaisée et simplifiée à outrance renforçant ainsi les clichés*.

Dans le but d'initier le débat, Jean-Paul Marthoz commence par soulever certaines questions : est-ce que les médias ont les pouvoirs qu'on leur attribue ? Est-ce que l'image de l'Afrique est forgée essentiellement par une couverture médiatique négative et réductrice ? Faut-il réviser la manière dont les journalistes couvrent l'Afrique ? Doivent-ils revoir leur pratique professionnelle, leur hiérarchie d'information ? C'est un débat qui dépasse même le débat sur l'Afrique et les médias. Faut-il aussi que les journalistes aillent au-delà de ce qui est malgré tout leur mission principale, celle d'informer ? Doivent-ils s'inscrire dans des logiques différentes qui sont des logiques de communication, de promotion d'une autre image ? Est-ce leur fonction ? Est-ce qu'il n'y a pas un danger de dériver vers des logiques qui ne seraient pas celles qui appartiennent de manière légitime à ce métier ?

Toutes ces questions demandent débat et attendent d'être nuancées.

Marie Soleil Frère se demande si la couverture que font les médias de l'Afrique est particulièrement injuste ou déséquilibrée et que, dès lors, il s'agirait d'essayer de la changer. Nous, Européens, avec notre quotidien plus ou moins banal et satisfaisant, avec nos choix militants, aussi limités qu'ils soient, et nos engagements individuels, nous qui prenons nos destinées en main et les conduisons comme nous le pouvons, avec les moyens dont nous disposons, nous non plus n'apparaissions pas dans les médias, en tout cas pas dans la rubrique « internationale » ou « étranger » des grands médias d'information des Etats-Unis, de France ou du Japon.



QUID DE LA PRÉSENCE DE L'AFRIQUE DANS NOS MÉDIAS ?

Selon Marie Soleil Frère, dans les médias belges francophones², le continent noir, proportionnellement aux autres pays du Sud, occupe certainement une place prépondérante. En Belgique, il lui semble que nous avons davantage de raisons historiques (notre passé colonial), sociales (importance des diasporas africaines dans notre pays) et géographiques (l'Afrique n'est pas si loin) de nous intéresser à ce qui se passe en Afrique. Nos médias parlent bien de l'Afrique mais ils ne parlent sans doute pas de toute l'Afrique, étant donné que toute l'Afrique n'est justement pas un tout (le Kenya ce n'est pas la RDC, la Namibie ce n'est pas le Burkina-Faso).

QUID DES ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES SYSTÉMATIQUEMENT NÉGATIFS ?

Il est vrai que l'actualité du continent africain telle qu'elle est présentée par les médias belges francophones est rarement réjouissante ; cependant, toujours selon Marie Soleil Frère, deux nuances importantes semblent devoir être faites.

D'une part, l'approche médiatique par la loupe du sensationnel ou de la catastrophe n'est pas propre à la couverture de l'actualité africaine, elle relève plutôt du fonctionnement actuel des grands médias d'information. Nous pouvons, bien sûr, déplorer que les médias, depuis toujours, s'intéressent aux trains qui déraillent et non à ceux qui arrivent à l'heure, mais ainsi est née l'idée même de la « nouvelle ».

D'autre part, on ne peut pas dire que, ces quinze dernières années, l'Afrique ait offert un spectacle particulièrement réjouissant, paisible : un génocide au Rwanda, une guerre meurtrière qui a fait plus de 3 millions de morts à l'est du Congo, une guerre civile de 10 ans qui a entraîné la mort de plus de 200 000 Burundais, entre autres...

Fallait-il ne pas en parler pour ne pas noircir l'image de la région ? Le journaliste doit-il jouer un rôle proactif en mettant en avant des dynamiques positives mais qui restent isolées, d'ampleur restreinte dans leur portée ? Ou est-ce son devoir de refléter le mieux possible, en tentant de cultiver une certaine objectivité face aux événements, la réalité du quotidien de la majorité des populations ? La situation réelle de ces pays est difficile voire insoutenable pour des millions d'individus. Le signe le plus patent en est le désir de sa jeunesse de partir, de quitter le continent. Cette envie de fuir, est-elle une réaction par rapport aux images trompeuses d'un Occident opulent, véhiculées par les médias, ou une réaction aux images d'une Afrique sinistrée, véhiculées par ces mêmes grands médias ?

Marie Soleil Frère ne le croit pas, car ce désir de partir est répandu dans beaucoup de milieux et aussi auprès d'une jeunesse qui n'a parfois aucun accès aux grands médias internationaux.

QUID DE LA MANIÈRE DONT EST TRAITÉE L'ACTUALITÉ AFRICAINE ?

Il faut nuancer le caractère strictement africain de ces défaillances journalistiques : n'y a-t-il pas dans nos médias de plus en plus de sujets qui sont traités avec simplisme et avec un recours inquiétant aux clichés ? L'information s'inscrit aujourd'hui dans un style qui se rapproche de plus en plus du clip vidéo avec quelques vedettes récurrentes et des phrases percutantes qui, comme les refrains de morceaux de hip hop, prétendent dessiner les contours d'une société en quelques formules lapidaires. On pourrait donc déplorer le fait que le format médiatique actuel ne laisse plus aux professionnels un espace d'expression adéquat au message qu'ils ont à proposer. On peut le déplorer, mais on ne peut certainement pas qualifier leur compréhension des évolutions du continent de superficielle ou stéréotypée.

² Une segmentation doit être faite étant donné que le contenu médiatique diverge en fonction des différentes attentes d'un même public national. Il n'existe pas de vision européenne du continent africain qui s'adresserait à un public européen, mais des visions nationales qui s'adressent par le biais des médias nationaux à des publics nationaux.

QUID DES RÉVOLUTIONS TECHNOLOGIQUES DE L'INFORMATION ?

Il importe de mentionner encore deux autres phénomènes qui permettent de nuancer les affirmations assassines sur le sort réservé à l'Afrique par les médias et qui peuvent ainsi influencer la manière dont le continent et son actualité parviennent jusqu'à nous :

- l'émergence d'Internet, qui a rendu accessible une quantité phénoménale d'informations multiformes. L'information est là, elle est disponible pour celui qui la cherche ;
- la révolution formidable dont les médias africains ont été les acteurs et l'objet depuis une quinzaine d'années dans la partie francophone du continent : on a vu se libéraliser les espaces médiatiques et ainsi surgir des centaines, voire des milliers, de nouveaux supports médiatiques.

Le développement des nouvelles technologies de l'information a donc permis à ces voix africaines devenues désormais plurielles, divergentes et contestataires de pouvoir être entendues, et lues partout dans le monde aux quatre coins de la planète.

Bien sûr, les médias africains sont encore économiquement faibles, souvent peu professionnels, prisonniers de contraintes très fortes, entre autres des pressions politiques ; ils sont eux-mêmes parfois outrancièrement politisés et généralement plus portés sur l'opinion et le commentaire que sur l'information ; toutefois, ce sont eux qui ont la capacité de susciter des prises de conscience dans leur environnement immédiat. **Bien plus que les médias internationaux, ce sont les médias locaux qui, dans leur pays, peuvent faire rejaillir l'espoir dans les têtes de générations entières de jeunes africains, stimuler les projets créatifs et novateurs et livrer au public une information sur lui-même qui soit conforme à ce qu'il attend et qui lui soit utile pour s'orienter dans la société, et c'est bien là la vocation du journaliste.** Il faudrait donc trouver des opportunités de formation dans ce domaine, un matériel de base, quelques soutiens financiers, pour évoluer dans un secteur très porteur. Il leur faut enfin la considération et la solidarité de leurs confrères du Nord.



Alain Foka ne partage pas tout à fait le même point de vue. Pour lui, il y a urgence de changer l'image véhiculée sur l'Afrique dans les médias, surtout parce que ceux-ci, en particulier la radio, la presse écrite et la télévision, sont devenus les principaux modes de vulgarisation de la pensée à travers le monde, toujours maîtrisés par l'Occident, l'Afrique étant en retard, voire absente dans ce domaine. Ces modes de communication populaires supplantent parfois les livres, autrefois les principaux repères de la culture. Peu de gens posent un regard critique sur ce qui est dit à la radio ou à la télé.

UNE LECTURE NEGATIVE DE L'AFRIQUE

Les guerres, les pandémies, la famine illustrée par des enfants au ventre proéminent, entourés d'une nuée de mouches, des dictateurs inamovibles faisant main basse sur les aides accordées par l'Occident généreux et solidaire, des jeunes désœuvrés et désespérés risquant leur vie pour rejoindre l'eldorado européen. Voilà les clichés qui reviennent à chaque fois dans les médias occidentaux dès que l'on parle de l'Afrique. Une constante à laquelle se sont ajoutées depuis quelques semaines les émeutes qui ont secoué la France : faisons porter le chapeau aux émigrés africains... Une lecture négative qui a pour lui des conséquences incalculables tant sur la perception globale de ce continent où malgré la pauvreté l'on réalise des choses remarquables, que sur la psychologie des populations du Sud qui subissent durement ce regard réducteur. Comment faire pour modifier cette couverture condescendante qu'ont les rédactions internationales, et établir une vision plus réaliste du continent ?

Un exemple. L'Afrique compte plus d'une quinzaine de nations dont près de 30% de leur population est étrangère. Ce qui n'est pas envisageable en Europe. N'est ce pas le rôle des médias, faiseurs d'opinion, de le mentionner ? La première des règles déontologiques n'est-elle pas de rester objectif ? Bien entendu, nous ne pouvons qu'être subjectifs. Mais l'exigence du métier de journaliste ne consiste-elle pas à faire sans cesse un effort d'objectivité ? **Il n'est pas question d'enjoliver. Il est aussi question de faire tomber certains clichés. L'Afrique souffre dans un océan de misère, mais des chefs d'entreprises, des créateurs y réalisent des initiatives remarquables qui méritent d'être montrées, qui méritent que l'on en parle.** L'afro pessimisme entretenu par la presse occidentale a des effets négatifs sur les rapports entre le Nord et le Sud. Tous ces clichés médiatiques semblent contribuer, au fil des décennies, à infantiliser les Africains, à faire d'eux des éternels assistés et à susciter un complexe extraordinaire auprès d'une majorité de jeunes qui pensent que tout ce qui est bien, tout ce qui est beau, tout ce qui est bon, vient de l'Occident et que tout ce qui est fait en Afrique est forcément inférieur ou mauvais. Comment s'étonner alors qu'un jeune veuille quitter le continent ?

Puisque l'Afrique n'a pas les moyens de créer une chaîne internationale qui fasse le contrepois de la désinformation dont elle est victime, le bon sens, le souci d'équité, le professionnalisme, devraient amener les journalistes de la presse occidentale à adopter une attitude moins condescendante, moins méprisante, vis-à-vis de l'Afrique. Le désespoir que promeuvent les médias du Nord ne résout rien et ne fait que flatter l'ego de quelques-uns.

Il est temps de montrer ce qui marche, et de faire connaître les bonnes initiatives. Cela suppose une présence sur le terrain et l'utilisation de correspondants locaux, pour éviter les interprétations à l'emporte pièce que nous écoutons souvent. En somme, **l'Afrique n'a rien à envier aux autres grandes nations ; elle est peut-être pauvre mais elle compte aussi de nombreuses personnalités, de nombreuses potentialités. Il est temps d'en parler.**

DEBAT

Jean Pierre Elong Mbassi ouvre le débat en commençant par rappeler que, selon lui, ceux qui font des commentaires sur les médias africains sont tellement plongés dans leur vision, qu'ils ne voient même plus à quel point la condescendance fait partie de leur mode de communication. Leur œil est tellement habitué à déformer la réalité, qu'ils ne le sentent même plus. Il s'agit de créer un véritable dialogue à propos de la réalité africaine telle qu'elle doit être perçue, où chacun s'écoute et tente de retrouver les fondamentaux communs. Il pose alors ces deux questions : **De l'Afrique qui bouge, qu'a-t-on retenu ? De l'Afrique qui veut se réaffirmer, qu'a-t-on retenu ?**

Moussé Daby Diagne croit que l'acte d'accusation est dirigé contre les journalistes mais que les journalistes répondent en accusant le journalisme. Tout ce qui a été dit ne reflète pas nécessairement la réalité. Par exemple, il est vrai qu'une partie des jeunes quitte l'Afrique, mais la grande majorité des jeunes reste en Afrique, puisque 60% de la population de ce continent sont des jeunes. Certes, il faut montrer la triste réalité des guerres et des famines que connaît l'Afrique, il ne faut pas non plus jouer la comédie, mais **il faut également montrer le reste car c'est à ce niveau là que l'Afrique pourra peut-être gagner l'espace pour avancer dans la poursuite de la vraie communication.**

QUID DU CONTEXTE DE CERTAINES AFFIRMATIONS ?

Pius Njawé, journaliste camerounais et directeur général du groupe de presse *Le Messager*, partage les deux points de vue exprimés, étant donné les contextes qui sont les leurs. Il exprime toutefois quelques réserves s'agissant de l'intervention de Marie Soleil Frère qui, selon lui, ne tient la route que d'un point de vue occidental. Pour lui, on ne peut pas extirper la presse africaine de son contexte et la juger.



Par exemple, à Yaoundé, il existe une école de journalisme qui avait, au début des années 80, pour slogan « journalistes, agents de développement ». Cette école formait des journalistes pour la sous-région, voués à devenir des caisses de résonance des pouvoirs publics. Le terme « développement » signifiait, en effet, dans la tête de ceux qui ont rédigé le slogan, de ne pas trahir le gouvernement en place. Tel était leur contexte. Ensuite est venu ce qu'on a nommé le vent d'Est avec cette mousson démocratique et ses voix qui se sont élevées. On a malheureusement dû constater que ces initiatives ont été vivement combattues, obligeant les journaux à se battre pour ne pas mourir plutôt qu'à mettre sur pied de véritables entreprises au sens économique du terme, qui, aujourd'hui, auraient pu constituer une fierté pour l'Afrique. Selon Pius Njawé, il faut donc prendre le contexte particulier en compte lorsqu'on décide de juger la presse africaine. Par ailleurs, depuis deux ans, en Afrique, un forum appelé « All Africa Forum » se met en place. Ce forum a pour mission de corriger cette image véhiculée par la presse en tentant de transporter une image plus positive de l'Afrique et en diffusant au Nord des informations venant du Sud.

UN JOURNAL ECRIT PAR DES AFRICAINS EN EUROPE ?



Dominique Flaux, directeur de l'EMA *Invest* à Genève, cite l'hebdomadaire français *Le Canard enchaîné*. Dans ce journal, beaucoup d'informations sont publiées qu'on ne trouve pas dans les informations de TF1 ou d'autres médias français. Imprimer *Le Canard* (abstraction faite des frais de la rédaction) en 100.000 exemplaires coûte 12.500 €, tandis qu'il en vend 400.000 exemplaires, et fait donc des bénéfices raisonnables. L'Afrique n'a sans doute pas les moyens de se payer une chaîne de télévision internationale, mais elle devrait avoir les moyens de se payer un *Canard enchaîné*. Pourquoi serait-ce impossible de rassembler 12.500 € pour avoir un journal en Europe qui parle de l'Afrique, **un journal qui soit écrit par des Africains et qui explique la situation, qui donne le point de vue des Africains ?** ». C'est un investissement modeste et possible à réaliser.

QUID DE LA CULTURE DE L'ORALITE ?

Jean Cornelis Nlandu-Tsasa, journaliste au *Signal Magazine*, partage, suite à la proposition de Dominique Flaux, sa propre expérience. *Signal Magazine* est un mensuel belge créé en 2004 par des Africains et qui en est qu'à son 5^{ème} numéro, faute de fonds financiers suffisants. En effet, pour éditer 5.000 exemplaires, il a besoin de 3.200 €, qu'il ne trouve que très difficilement, et en plus, il ne parvient pas à en vendre la totalité (sur 5.000 exemplaires, il reste 2.000 journaux invendus). Pendant longtemps, on a cru que c'était dû au faible pouvoir d'achat que connaissent les Africains, mais on s'est ensuite rendu compte que c'est davantage leur culture de l'oralité qui les pousse à ne pas acheter.



John Matshikiza, journaliste et écrivain sud-africain, réagit aux propos de Jean-Cornelis Nlandu-Tsasa. Il partage son opinion selon laquelle les Africains, pour s'informer, se tournent moins vers la presse écrite que vers la radio ou la télévision. Il ajoute cependant que, dans certains pays, la notion de communauté est refusée. A Paris par exemple, on ne peut pas créer de radio s'adressant uniquement à un public d'Africains, celle-ci doit être associative et donc s'adresser à la communauté nationale et non à une communauté africaine. Cette radio ne peut pas non plus être implantée en Afrique par crainte des pressions des différents gouvernements. Il serait donc préférable que le siège d'un média intéressant pour l'Afrique s'implante en Occident. Quatre ou cinq capitales sont en tête de liste, elles permettraient de construire, d'une part, un carrefour faisant circuler rapidement l'information, et d'avoir un accès rapide aux renseignements ; d'autre part, d'avoir des infrastructures adaptées. Des expériences ont été tentées mais l'Afrique n'est pas du tout une entité homogène... John Matshikiza se demande si les stations de radio basées dans plusieurs capitales européennes peuvent avoir une efficacité, en faisant passer leurs programmes dans les différentes parties du continent, et en étant attentives à couvrir tous les thèmes qui affectent ces différentes parties. Il propose de **rétablir un réseau de stations de radio indépendantes émettant**

sur tout le continent africain basé par exemple en Afrique du Sud, pays où l'esprit de la liberté de presse se veut présent. Selon lui, il vaut mieux chercher ce type d'oasis sur le continent africain, des oasis dans lesquelles ce genre d'initiatives peut être développé et opéré. Sinon, à l'avenir, des générations d'exilés parleront encore de leurs problèmes.

Cherif Elvalide Seye, journaliste sénégalais à Panapress, trouve la manière dont les questions sont abordées, biaisée. Elle ne permet pas d'appréhender à la fois les problèmes et d'esquisser les solutions. On ne peut en même temps affirmer que l'Afrique est un géant de la civilisation de l'oralité et qu'il faut implanter un média en Europe. Les Africains en Europe ne sont pas ou plus dans la civilisation de l'oralité...



DES FAITS INDICATEURS D'UNE AFRIQUE QUI BOUGE ?

Cherif Elvalide Seye pense qu'il y a incompréhension sur ce qu'est une richesse. Il ne s'agit pas simplement de biens matériels. Ce que l'Afrique a à offrir aujourd'hui n'est pas tellement de l'ordre du matériel. Lorsqu'on arrive en Afrique, on voit des gens qui sourient. Comment se fait-il que ces gens-là, dont on rappelle tellement souvent les vicissitudes, sourient ? Cela devrait interpeller le monde par rapport aux relations que nous, humains, entretenons avec la vie, avec les gens, avec le monde. N'est-ce pas inestimable ?

LES QUESTIONS MEDIATIQUES DEPASSENT-ELLES L'AFRIQUE ?

Cherif Elvalide Seye croit que les questions sur l'image de l'Afrique la dépassent. Ce dont il est question concerne le journalisme sur un plan mondial. Auparavant, on informait et on offrait du temps aux publicitaires. Maintenant, le paradigme a changé : faire de la presse, c'est attraper des gens pour les présenter à des annonceurs. Selon lui, Marie Soleil Frère a parfaitement raison. Toutefois, ajoute-t-il, si on se place d'un point de vue plus mondial, plutôt que de s'arrêter aux frontières belges, la triple critique énoncée en début de table ronde semble fondée. C'est ainsi que pour lui, l'Afrique ne doit pas rester en dehors du débat. Il pense que tant que les rapports entre l'Afrique et l'Occident seront basés sur l'aide, on ne dialoguera pas sur une base de réciprocité. Il faut tenter de militer ensemble pour rendre les rapports économiques mondiaux plus équilibrés et permettre ainsi à l'Afrique de ne plus tendre la main. De plus, les jeunes Africains n'ont aucun doute sur la viabilité et sur le bien-être de leur société ; simplement, face aux difficultés rencontrées, ils vont chercher ailleurs les moyens de vivre sur place.

LE JOURNALISME, LIMITE DANS SES MANIERES DE PROCEDER ?



Pour **Mbiye Tshiteya**, responsable du réseau de radio « Echanges et productions radiophoniques » (Epra), il existe deux types de journalisme : celui de l'information et celui de l'éducation ou de la communication. Le problème est qu'on occulte bien trop souvent cette dimension d'éducation, de communication, qui devrait aller de pair avec le potentiel qu'offrent les médias en tant que mode de conditionnement ou de formation d'opinion. C'est la raison pour laquelle il pense qu'il faudrait sans doute revoir globalement les formations en journalisme. Il cite un exemple des radios associatives dont Alain Foka a parlé. Il a voulu **créer un réseau en associant certaines radios associatives africaines francophones et françaises**. Son but était alors de faire en sorte qu'une information de proximité, c'est-à-dire une information tirée du quotidien de la vie en Europe, puisse être mise à la disposition des radios africaines, et ce, de manière réciproque. Concrètement, cette expérience a montré que les radios africaines sont capables de donner la parole à des Africains qui ne sont pas forcément des hommes politiques. La parole est donnée à la société civile en général et cette parole est répercutée au niveau de l'opinion publique en Europe et en Afrique. Il pense que **nous sommes dans un système où il est nécessaire de créer des convergences entre les populations africaines et les populations européennes si nous avons pour objectif d'échanger, de construire, de communiquer, de faire avancer les choses ensemble**. Par ailleurs, les Africains doivent compter énormément sur Internet pour véhiculer ce qui se dit en Afrique et essayer de mobiliser au maximum l'audience européenne des jeunes, notamment pour que ceux-ci puissent y reconnaître une certaine connivence et que certaines vérités de part et d'autre puissent être dites.

Pour réinventer nos relations avec l'Afrique et créer des richesses ensemble

Table ronde animée par **Wamu Oyatambwe**,
responsable Education auprès d'ACODEV et chercheur au
Brussels Centre of African Studies



Interventions de **Stefano Manservisi**,
Directeur Général de la DG Développement de la Commission européenne
« *La nouvelle stratégie de l'Union européenne pour l'Afrique* »
de **Hassan Zaoual**,
professeur d'économie à l'Université du littoral Côte d'Opale
et directeur du Groupe de recherche sur les économies locales (GREL)
« *Vers une économie non violente. De l'entrepreneur économique à l'entrepreneur situé* »
de **Dominique Flaux**,
Directeur de l'EMA Invest, Genève
« *La création d'une bourse à projets dans les pays émergents : les fruits d'une expérience* »
de **Paddy Maguinness**,
Directeur général adjoint de l'ONG Concern Worldwide en Irlande
« *Concern et l'engagement du secteur privé pour le développement en Irlande* »
de **Jean-Pierre Elong Mbassi**,
secrétaire général du PDM
et de **François Milis**,
secrétaire général d'Echos Communication
« *Le projet de partenariat que nous proposons* »

L'Afrique et l'Europe doivent, ensemble, créer des richesses - matérielles et immatérielles - dans une dynamique de réciprocité. Toute la question est de savoir de quelles réciprocités il s'agit et comment les définir. Comment mettre en place une réciprocité méthodologique qui valorise les compétences et les savoirs de chacun ? Est-il possible d'établir une réciprocité matérielle permettant aux entrepreneurs du Sud de transformer localement leurs produits et de bénéficier des fruits des investissements réalisés ?

STRATEGIE DE L'UNION EUROPEENNE POUR L'AFRIQUE



Stefano Manservisi voit l'urgence de combattre l'afro-pessimisme. Selon sa vision, le développement est une création commune qui ne se limite pas à la mise à disposition de moyens financiers ou économiques. Le continent africain est le poumon écologique du monde et est pourvu d'une richesse sans égale. L'Afrique a bien d'autres atouts. C'est :

- *une puissance démographique en devenir*

Selon les prévisions démographiques, les Africains seront en 2025 presque aussi nombreux que les Chinois ou les habitants de l'Inde, ou encore les habitants de l'Union européenne et des Etats-Unis rassemblés. L'Afrique a, de plus, l'avantage d'avoir une population jeune. L'Afrique est un marché en pleine expansion.

- *un pôle stratégique en devenir :*

Avec la montée de la Chine, du Japon ou de la Russie, un nouveau contexte géopolitique est en train d'émerger. La Chine, notamment, développe ses relations avec l'Afrique via le commerce et les investissements.

- *un allié stratégique pour l'Europe*

pour bâtir un monde plus multilatéral, pour combattre les défis nouveaux, comme le terrorisme ou le changement climatique, et pour maîtriser la migration illégale.

C'est sur la base de ce triple constat que la Commission a proposé une nouvelle stratégie de l'Union européenne pour l'Afrique. Un cadre préparé en accord avec l'Union africaine sur base d'une vision partagée. *L'Afrique, tout comme l'Europe, est une et plurielle. L'Afrique présente beaucoup de visages, de multiples caractéristiques historiques, des besoins multiples ; en même temps, elle s'est engagée collectivement sur la voie de l'intégration politique, économique et culturelle, sans renier ses différences mais au contraire, comme nous l'avons fait en Europe, en bâtissant sur les diversités et les différences.* L'Afrique et l'Europe partagent également un même objectif, celui de fédérer les politiques et les actions de l'Europe vis-à-vis de l'Afrique et de présenter une stratégie d'ensemble.

La stratégie de l'Union européenne s'articule autour de trois piliers :

■ autour des *pré-requis du développement*

Il ne peut y avoir de développement là où il n'y a pas de paix, où sévit la guerre, où les lois ne sont pas respectées et où la loi n'est pas mise en œuvre par des institutions crédibles, par des institutions qui, non seulement, ont la légalité parce qu'elles existent, mais aussi la légitimité aux yeux des citoyens. Mais, dans la mesure où la paix et la sécurité sont également les produits du développement, nous entrons facilement dans un cercle vicieux. Il est essentiel que des réformes aient lieu, mais elles devront venir de l'intérieur et être appropriées de manière collective. La communauté internationale doit soutenir ces efforts de manière plus coordonnée que jusqu'ici.

■ autour du *pôle économique* :

Il est essentiel que la croissance économique soit ancrée dans les politiques nationales. Pour cela, il faut :

- faire en sorte que le cadre réglementaire dans lequel les investissements doivent se faire soit crédible, harmonisé et prévisible. Autrement, aucun business, européen ou africain, ne peut accepter d'investir ;
- cibler les infrastructures manquantes nécessaires pour la croissance économique et établir un plan de ce qu'il y a à faire ;
- privilégier l'intégration régionale, élément crucial pour pouvoir gagner de la compétitivité sur les marchés internationaux. La négociation d'accords avec les partenaires économiques se fonde sur le fait de créer des marchés intégrés régionaux. Il est en effet inévitable qu'aucun des pays africains, comme aucun des pays européens d'ailleurs, ne pourra individuellement peser sur la scène internationale.

■ autour des *ressources humaines* :

La croissance économique est certes un élément indispensable, mais si cette croissance ne crée pas de la cohésion sociale, elle ne durera pas non plus. Il faut donc investir dans les ressources humaines à travers, notamment, de :

- l'éducation supérieure : discuter de la possibilité d'élargir le programme Erasmus à l'Afrique et favoriser un programme au niveau intra africain ;
- la culture, en tenant compte des différences pour construire à partir de celles-ci.

Reste à souligner que :

Cette stratégie a été proposée comme une stratégie de l'Union européenne, c'est-à-dire de tous les Etats membres, non seulement de la Commission. Pourquoi ? Parce que *l'Europe ne peut faire la différence que si elle travaille unie.*

A LA RECHERCHE DE MODELES PLUS HUMAINS ?

Pour **Hassan Zaoual**, le modèle de développement qui a été transposé aux pays africains s'est soldé par un échec ; il a généré des effets contraires à ceux attendus. Il est essentiel de comprendre les erreurs commises pour avancer. Depuis 40 ans, l'économie a été séparée de l'éthique, de la culture. Des modèles ont été transférés à l'Afrique sans tenir compte de son histoire et de ses traditions. Or, de manière générale, pour qu'une théorie soit bonne, il faut qu'elle véhicule le sens que les acteurs donnent à leur monde, à leur territoire. Il en va de même pour les théories du développement, tout a été conçu sans échanges culturels avec les populations concernées.



Les économies formelles créées en Afrique et dans le Monde Arabe deviennent des économies de rente. Elles produisent de la dette et de la pauvreté et libèrent les flux migratoires, soit l'opposé des effets escomptés. Ces économies sont hyper spécialisées dans des productions à faible valeur ajoutée et mènent ainsi au pillage des ressources naturelles (pillage concernant le manque à gagner des pays exportateurs de matières premières). L'esprit d'innovation y est absent. C'est l'économie politique qui définit que tel ou tel pays a un avantage à produire tel ou tel produit. L'Afrique est donc perçue comme un réservoir et non pas comme un territoire possédant ses propres savoirs.

Ses sociétés vont combler le vide ainsi créé en le remplissant par des pratiques informelles. Contrairement aux économies formelles assistées du dehors, celles-ci naissent d'une dynamique interne. **C'est dans cette galaxie de l'informel que Hassan Zaoual voit l'Afrique bouger : la technique lui arrive, non pas sous la forme de paquets tout faits mais sous forme de bribes, dont les populations, grâce à leur trajectoire culturelle, vont s'emparer dans un élan dynamique et créateur.**

Pour illustrer ses propos, Hassan Zaoual développe les notions d'entrepreneur situé et d'entrepreneur économique. Le premier est un entrepreneur enraciné dans un lieu, tellement enraciné qu'il se sent responsable du contexte social et écologique, longtemps avant que des entreprises occidentales se posent la question.

Un entrepreneur situé pense à la famille, à la communauté, au voisinage, au quartier, il participe aux activités, aux dépenses funéraires, etc. L'expert, quant à lui, en croyant détenir la solution aux problèmes, stérilise la créativité locale, détruit les systèmes immunitaires et les empêche de se régénérer.

L'Occident a connu son propre développement. C'est dans cet univers qu'est né l'*homo oeconomicus* qui recherche exclusivement son intérêt. Ce comportement humain est qualifié de rationnel dans les sociétés modernes. Pourtant aujourd'hui, les élites n'arrivent plus à apporter de réponses aux problèmes de leur société (chômage, précarité, pauvreté, etc.). **En Europe, la croissance économique ne veut plus rien dire, les gens sont à la recherche d'une rationalité plus humaine.**

Selon Hassan Zaoual, le mal développement n'épargne personne : ni le Nord, ni le Sud. Il ne semble plus y avoir de pays modèle. Un changement radical de mentalités s'impose. Il est temps de remplir le vide par un co-changement raisonné et de construire les bases du paradigme de la réconciliation.

DES PROJETS AFRICAINS RENTABLES

Dominique Flaux a créé en 1998, à Genève, la fondation EMA dont l'objectif est de **mettre en contact des porteurs de projets, des entrepreneurs du Sud et des investisseurs**. En six ans, six forums annuels « EMA INVEST » ont été organisés réunissant des partenaires, des chefs d'Etat et de gouvernement, mais également des entrepreneurs venus présenter leurs projets dans l'espoir de convaincre.

La conclusion que Dominique Flaux tire de ces années se résume à une profonde colère. En six ans il a vu passer à Genève de nombreux entrepreneurs compétents, de projets rentables et même tellement rentables qu'ils auraient pu faire décoller l'économie de l'Afrique. Pourtant, tout ce qu'ils ont récolté, c'est l'ignorance de ces intelligences, et le mépris de leur courage.

Pour illustrer ses propos, Dominique Flaux prend en exemple le cas de Roger Bimwala qui possède une source d'eau minérale ayant toutes les qualités pour être exploitée et pouvant remédier aux problèmes d'eau que connaît Kinshasa. Roger Bimwala est exactement le genre de personne qui pourrait participer au développement de l'Afrique mais pour diverses raisons, personne (ni les banques de Kinshasa, ni la Banque mondiale, ni les banques internationales, ni les industriels européens) ne veut financer son projet. On peut vraiment dire, sur base de cette expérience et de centaines d'autres, qu'être Africain, être compétent, être courageux, avoir un projet rentable, faire un projet d'utilité publique, même d'urgence sanitaire, engager tout son patrimoine, réunir des fonds propres avec sa famille, tout cela ne suffit toujours pas pour pouvoir entreprendre. Selon Dominique Flaux, **pour voir émerger l'Afrique, il faut briser cet apartheid économique, il faut modifier la mentalité européenne qui consiste à penser que les Africains ont besoin d'assistance. En réalité, ils n'ont besoin que de justice et d'équité.**

LES ENTREPRISES PRIVEES & LE DEVELOPPEMENT



Paddy Maguinness prend l'exemple de son pays. L'Irlande a une histoire instructive, elle a notamment connu les problèmes de la colonisation. Il y a 150 ans, il y avait plus d'habitants en Irlande qu'aujourd'hui : environ 1.500.000 hommes et femmes ont émigré en Amérique, en Grande-Bretagne, en Australie et ailleurs. Mais ces dernières années, les Irlandais ont tendance à revenir en Irlande où un équilibre se crée entre les immigrants et la société irlandaise. Ils sont passés d'une société agraire à une société de haute technologie dans un contexte particulier : une guerre en Irlande du Nord.

Le moteur a été de garder l'économie en vie, alors que l'image de ce pays était mise à mal.

Pour s'en sortir, l'Irlande a obtenu de l'aide de l'Union européenne. Le commerce a joué également un rôle très important : ces dernières années, les Irlandais ont exporté davantage de produits par habitant que n'importe quel autre pays au monde. Toutefois, pour Paddy Maguinness, la véritable recette du succès, de la réussite irlandaise, est la nourriture et l'éducation pour tous, et non la haute technologie ou des recettes fiscales plantureuses.

L'Irlande, par la suite, est devenue elle-même donatrice. Mais, il y a un écart sur le marché : les grandes entreprises investissent uniquement là où elles ont un intérêt, elles savent exactement où aller pour que ce soit rentable. **Conscient de ce risque, le gouvernement irlandais veut travailler avec les ONG et le secteur privé, pour sensibiliser les PME à la question comment travailler de façon coordonnée pour construire des richesses en Afrique.**

Voici quelques exemples de travail en commun entre l'ONG Concern et le secteur privé au profit de l'Afrique.

- Un partenariat avec Tipperary Water (un fournisseur d'eau en bouteille) pour aider à financer des projets d'approvisionnement d'eau en Afrique. Au plus Tipperary Water vend, plus grande sera leur contribution aux projets de Concern pour l'approvisionnement d'eau potable aux communautés africaines marginalisées.
- Un partenariat avec Fyffes, le plus important distributeur de produits frais en Europe. Cette entreprise donne un soutien à notre Communauté de soins thérapeutiques. A travers une assistance d'expertise légale, administrative et de gestion, cette collaboration permet l'approvisionnement des programmes d'alimentation dans des situations d'urgence en Afrique.

- Depfa Banque est un prestataire mondial de premier plan de services financiers auprès du secteur public. Il souhaite soutenir activement le combat contre la famine dans le monde en établissant des relations de travail avec Concern, en sponsorisant, par exemple, des voyages de presse, en conseillant à l'occasion de certaines opérations financières, par exemple au Cambodge, et en incitant son personnel à faire des formations sur le terrain.

Le forum du secteur privé

Un forum du secteur privé a été établi en 2004 par le Ministre de la coopération au développement, reconnaissant le besoin de participation du secteur privé aux programmes de coopération pour atteindre les Objectifs de Développement du Millénaire.

Ce forum vise à

- faciliter le commerce entre l'Irlande et les pays en voie de développement, ainsi qu'à faciliter les investissements étrangers directs de l'Irlande vers les pays en voie de développement,
- faciliter l'échange de savoirs entre les entreprises irlandaises et les pays en voie de développement au niveau managérial et au niveau opérationnel, et lancer une marque commune de nourriture africaine développée par un partenariat entre entreprises irlandaises et africaines par le biais du programme d'échange de savoirs et de transfert de technologie.

ACCOR : UNE EXPERIENCE DE PARTENARIAT AVEC L'AFRIQUE



Philippe Colleu, directeur Accor Afrique Moyen-Orient, explique qu'en tant qu'entreprise internationale, Accor se trouve soumise aux pressions du marché financier américain qui ne facilite guère l'investissement en Afrique.

Il a pourtant la conviction qu'il faut investir en Afrique. Accor possède actuellement 120 hôtels en Afrique, sur 4.000 dans le monde, et compte doubler le réseau sur ce continent. La pérennité de l'entreprise passe par cet investissement.

De nos jours, affirme-t-il, étant donné que les politiques internationales n'arrivent plus toujours à réguler les problèmes, **il est demandé aux entreprises comme la sienne de participer davantage à la création d'un monde meilleur.**

Un partenariat entre les continents est nécessaire, un partenariat impliquant que les deux parties, en se rapprochant, grandissent, l'une et l'autre ; un partenariat dans lequel l'Europe n'a pas le monopole de la vérité et l'Afrique ne doute pas d'elle, mais croit en ce qu'elle est et en ce qu'elle possède.

Philippe Colleu articule la suite de son intervention en répondant à trois questions :

■ *Comment concrétise-t-il, à travers son métier, cette volonté de partenariat avec l'Afrique ?*

Au lieu d'entrer dans une logique de rentabilité à court terme, il construit les hôtels un par un avec des Africains. Ce modèle, il l'a mis pour la première fois en œuvre à Bamako, en travaillant avec un homme d'affaires africain, plutôt qu'avec le gouvernement, source de complications. Le deal de cet homme était le suivant : « Si vous voulez faire un hôtel ici, au lieu de le mettre en Suisse ou en créant des appartements sociaux, si vous venez ici prêt à y mettre un million d'euros, moi aussi je vais mettre un million d'euros ». Avec ce modèle de « si tu mets un million, je mets un million », on entre véritablement dans une relation de partenariat et non d'aide.

■ *A quoi contribue-t-il en travaillant avec des partenaires africains ?*

Il contribue à la création d'emplois en faisant appel à des acteurs locaux pour la création des meubles, la fabrication des serviettes éponges, etc. Et, par exemple, sur 100 € dépensés pour ses hôtels, il vérifie combien il en revient au continent africain.

▪ *Comment donne-t-il une image plus positive de l'Afrique ?*

Il essaye de rendre ses hôtels plus africains (musique africaine, films africains, habits africains, décoration africaine, photos africaines, etc.). Selon lui, **le client de la mondialisation a besoin de diversité culturelle et non pas d'uniformité**. Il ne s'agit donc plus de mécénat mais d'une relation gagnant-gagnant : il fait la promotion d'artistes africains et ceux-ci apportent une valeur ajoutée à ses hôtels.

PROPOSITION DE PROJET DE PARTENARIAT

Elong Mbassi pense que l'Afrique et l'Europe sont liées et qu'il faut tirer des leçons du passé. Il y a une réelle nécessité des deux côtés de surmonter le modèle actuel et de construire ensemble. François Milis présente alors un tableau en quatre cadrans pour essayer d'expliquer les enjeux de la démarche proposée par Echos Communications.

Passer d'une culture de perception des manques de l'Afrique à une culture de perception de sa richesse

L'AFRIQUE BOUGE

Passer d'une culture du quiproquo à une culture de communication authentique

L'IMAGE DE L'AFRIQUE

LA RÉCIPROCITÉ

Passer d'une culture de l'aide à une culture de la réciprocité

NOTRE PROJET

Débattre de la vision

Forums et rencontres

**FORUM DE DIALOGUE
EUROPE-AFRIQUE**

**Production
d'outils**

Articles, films,
service de presse

**Bourse à
projets**

Partenariats,
financements

Le but, c'est de faire émerger un nouveau paradigme. Pour cela, il est nécessaire de :

- créer un dialogue Europe-Afrique qui implique une dynamique de rencontres et une dynamique de forum en ligne.
 - Des rencontres préparatoires, éventuellement en mars-avril, pour aller plus en profondeur dans ces matières.
 - Un forum en ligne dans lequel le travail des rencontres préparatoires sera préparé.
- produire des outils :
 - lancer une série de portraits de créateurs, de leaders, d'entrepreneurs africains qui mettent en évidence le nouveau visage de l'Afrique et la possible dynamique de réciprocité engagée avec l'Afrique. Ceux-ci seraient diffusés dans des médias du Nord comme du Sud ;
 - créer un service de presse qui valoriserait les acteurs des médias dans leur travail de relation avec l'Afrique ;
 - constitution d'une collection de films.
- Quant à la bourse aux projets proposée par Dominique Flaux, il faut créer un interface entre l'entreprise et le financement, pour permettre aux entrepreneurs africains d'avoir accès au financement. Pour cela, il faudra organiser des rencontres d'entreprises rassemblant des partenaires du Nord et du Sud. Il est également envisagé de créer une charte de l'investissement local qui inciterait les entreprises qui veulent investir dans le local, à adopter toute une série de méthodes et de pratiques de partenariat.

CONCLUSIONS

Les conclusions ont été faites en deux temps,
par **Thierry Verhelst**,
juriste et consultant en relations interculturelles
et par **John Matshikiza**,
écrivain et journaliste



En guise de conclusion, **Thierry Verhelst** met en évidence les **acquis philosophiques** qui ont sous-tendu les échanges tout au long de cette réunion :

- *Tous sont d'accord avec l'importance du regard que l'on porte à l'autre : regarder l'autre dans sa misère est une manière de contribuer à son sous-développement. En revanche, le voir dans son potentiel, c'est contribuer à son développement.*
- *Importance de la confiance* : il s'agit d'abord d'une confiance en soi mais également d'une confiance de l'Europe à l'égard de l'Afrique et inversement.
- *Les vraies richesses ne sont pas toujours visibles* : l'Afrique a beaucoup à apprendre à l'Europe par son intelligence, sa joie de vie et sa profondeur. Les relations entre ces deux continents doivent changer et *la réciprocité semble être appelée à devenir un nouveau paradigme des relations Nord-Sud.*

Thierry Verhelst rappelle aussi l'importance de reconnaître **certaines valeurs africaines** telles que la solidarité, le respect du travail productif, l'hospitalité, le dialogue, le respect de la hiérarchie, le respect de la nature, la crainte révérencielle de Dieu et des ancêtres, etc.

Des **mots clés** semblaient constituer comme un fil rouge reliant toutes les interventions :

- *L'enracinement dans les valeurs locales* : il ne peut y avoir d'enrichissement qu'à partir du génie propre et spécifique, terreau de tout épanouissement.
- *La décentralisation* et le principe de *subsidiarité*.
- *L'appropriation* : *il faut mettre fin à la relation paternaliste et inviter les Africains à s'approprier leurs projets et l'argent mis à disposition pour leur développement.*

Par rapport à la **mondialisation**, Thierry Verhelst explique que nous avons exigé de l'Afrique de s'intégrer à une économie mondialisée en utilisant ses avantages comparatifs. Or, en réalité, l'économie se construit localement et c'est seulement lorsqu'on est suffisamment fort que l'on peut aller à la rencontre de l'autre. Actuellement, la mondialisation est déloyale. Pour illustrer ce propos, il cite notamment les programmes d'ajustement structurel et l'impasse des producteurs de coton.

Le partenariat doit être une priorité, sans oublier de tenir compte de la créativité des entrepreneurs sur le plan local. En Afrique, l'économie formelle est souvent dans une impasse, tandis que l'économie informelle connaît une vitalité grandissante. Celle-ci représente un immense laboratoire de millions et de millions de personnes, inventant dans les interstices d'un capitalisme souvent en panne, une économie enracinée, une économie enchâssée dans le savoir-vivre et dans les valeurs africaines. Il faut se méfier des politiques de développement qui séparent l'économie de la culture. Heureusement, l'Afrique parvient à réagir pour défendre ses valeurs, elle résiste à cette hégémonie. Concernant le rôle des médias, ces derniers semblent, selon ce qui a été dit, être trop peu présents en Afrique et ne mettre en évidence que les manques de l'Afrique. Les journalistes européens adoptent parfois une attitude condescendante à l'égard de leurs confrères africains.

Thierry Verhelst conclut en disant sa conviction que nous nous engageons dans un nouveau paradigme de réciprocité dans la coopération – une coopération internationale plutôt qu'une coopération au développement. Pour lui, les mots clés de ce nouveau paradigme de réciprocité s'appelleront respect et dignité.

John Matshikiza, de son côté, commente l'idée développée lors des échanges : progresser ensemble sans penser au passé, aux reproches. Toutefois, malgré tout, le passé est important et le reste, jusqu'au moment où l'on arrive à résoudre ses enjeux et ses conflits.

Mais qu'en est-il alors du rêve africain, questionne-t-il ?

En Afrique, après le cauchemar des colonies, les années des indépendances furent un temps de renouveau où les jeunes, même en Europe, se révoltaient contre les restrictions des courants du passé et voulaient offrir aux générations futures un monde nouveau, davantage « mélangé ». Lorsqu'il regarde la salle, lorsqu'il pense à ce qui a été discuté lors de ces rencontres, il constate que ce rêve d'un monde plus coloré est encore loin d'être atteint...

Pour aborder la réalité de l'indépendance, il distingue deux aspects :

- *La réalité politique* : il est très important de se souvenir que tout n'a pas changé brusquement. Par exemple en Afrique du Sud, il a fallu attendre 35 ans pour que ce pays puisse prendre des mesures pour libérer Nelson Mandela et pour que les premières élections libres s'organisent. Cet exemple peut plus ou moins se généraliser au reste de l'Afrique. Et, durant ce laps de temps, l'Afrique a vécu « x » guerres et a connu toutes ces catastrophes, toutes ces tragédies.
- *La réalité économique* : pour illustrer cet aspect, il prend notamment l'exemple de la Guinée qui, malgré une situation politique difficile, réussit à attirer des investisseurs. Oui, l'Europe, l'Amérique et d'autres pays se sont véritablement engagés dans les affaires africaines et l'ont toujours été. Des compagnies pétrolières y sont présentes. Pourtant, seules quelques personnes bénéficient de cette affaire lucrative, et les pays restent pauvres. Comment se fait-il, s'écrie l'orateur, que justement ces pays n'aient pas accès à des champs pétrolifères, hautement rentables, et aux revenus connexes, devenant de plus en plus importants et risquant même de prendre le pas sur la production pétrolière du Moyen-Orient ? Il y a eu une libération, non pas de la population en général, mais du « muscle » économique. Pourtant, notamment en Tanzanie, pendant des années, des tentatives africaines d'autodétermination ont été menées pour essayer d'articuler une politique économique censée générer des bénéfices pour les Africains. Malheureusement, elles ont échoué. Ce qui soulève la question : que se passe-t-il véritablement dans nos relations entre l'investissement commercial et le continent africain ? Comment peut-on changer les mentalités ? Et dans quelle mesure les personnes au pouvoir pourraient-elles changer les mentalités au bénéfice des Africains ? Il est important de se poser ces questions, car les retours sur les investissements sont énormes, pendant que les Africains demeurent pauvres.

L'Afrique a beau être le berceau de l'humanité, elle n'en profite pas. Comment se fait-il qu'elle ne bénéficie de rien ? Ne faut-il pas croire aujourd'hui que l'Afrique, après avoir été le berceau de l'humanité, est en passe de devenir la vieille grand-mère la plus mal payée du monde entier ?

INVITATION A AFRICITES



Le maire de Nairobi, **Dick Wathika**, invite les personnes présentes à se rendre à Africités. Africités est un mouvement de collectivités locales africaines et de maires africains qui veulent faire un lobbying auprès des gouvernements. Ce lobbying a pour but de décentraliser les autorités et les ressources. Par ce biais, il sera possible d'utiliser les villes et les collectivités locales comme moteurs de développement économique, notamment des infrastructures. Selon lui, quand les autorités seront décentralisées, le développement de l'infrastructure pourra être réalisé permettant la création de richesses. Il encourage le public à soutenir cette initiative.

DEMAIN...

Quand on a créé le concept du « développement durable », il a fallu le structurer et ensuite le communiquer pour en faire un paradigme partagé. De même, dans l'élaboration de notre concept de « paradigme relationnel pour créer des richesses ensemble », le processus va consister à l'illustrer par l'exemple, à le conceptualiser par l'analyse, et à le communiquer.

Pour mettre cela en œuvre, nous proposons le calendrier suivant :

1. (Novembre 2005) *Le premier colloque « De nouvelles relations avec l'Afrique pour créer des richesses ensemble » a été organisé.* Le rapport de ce colloque est terminé. Lors de son envoi aux participants, un dossier spécial concernant l'organisation des démarches futures sera proposé aux participants. Il comprendra le lancement d'un concours de partenariat entre entreprises du Nord et du Sud, l'invitation à participer à Africités et l'organisation d'un atelier médias lors d'Africités, les dates des prochaines rencontres préparatoires à Africités, les dates du prochain colloque, les démarches de communication à organiser pour la campagne de communication.
2. (Février – Septembre 2006) *Concours de partenariats entreprises.* Avec l'appui d'un réseau de Chambres de Commerce, du réseau de maires africains du CGLUA et des médias associés au colloque, nous allons lancer un concours qui aura pour but d'identifier des expériences de partenariats entre entreprises du Nord et du Sud selon les trois axes proposés plus haut. Pour cela, il faudra créer un jury, et discuter des critères de sélection des projets. Le prix sera remis lors d'Africités. Ce travail d'identification permettra à la fois de conceptualiser le nouveau paradigme relationnel que nous proposons et de préparer la campagne de communication dans laquelle nous allons le promouvoir.
3. (Février 2006 – Décembre 2007) *Concevoir un paradigme relationnel neuf.* Sur la base du concours et d'une démarche de recherche menée avec diverses universités, nous étudierons les exemples identifiés pour dégager les principaux éléments fondateurs du paradigme que nous allons concevoir ensemble. Ceci préparera à la fois Africités et le deuxième colloque.
4. (Novembre 2005 – Septembre 2006) *La dynamique de communication autour d'Africités.* Africités est un lieu où se structure et se conçoit une nouvelle image de l'Afrique. Voilà pourquoi nous allons y inviter des journalistes, des chefs d'entreprises et mettre en place un atelier média pour discuter de ce nouveau rapport à l'Afrique.
5. (Janvier 2007) *Deuxième colloque « De nouvelles relations avec l'Afrique pour créer des richesses ensemble »* dans lequel nous étudierons collectivement les expériences identifiées lors du concours. C'est là que nous tenterons de formuler collectivement le nouveau paradigme. Cette rencontre préparera aussi la campagne de communication.
6. *Dans le même temps, il s'agira de lancer la campagne de communication proprement dite.* Elle s'articulera en plusieurs vagues.
 - a. (Septembre 2006 – Décembre 2007) La campagne de communication « Building Unity through diversity », dans laquelle nous valoriserons à la fois une série d'expositions et le livre « 1000 Familles », a pour but de montrer et de susciter un débat auprès d'un large public européen sur la question : comment baser le développement sur la diversité ?

- b. La valorisation des exemples identifiés par le concours. Le colloque « De nouvelles relations avec l'Afrique pour créer des richesses ensemble », est en fait une application particulière de la démarche « Building Unity ». Ces exemples de partenariat seront communiqués de deux manières :
- i. (*Septembre 2006 – Décembre 2006*). Dans la presse européenne. Des articles seront publiés pour promouvoir ces partenariats entre entreprises du Nord et du Sud et pour montrer de quelle façon ils se sont avérés fructueux.
 - ii. (*Septembre 2007 – Décembre 2008*) Par une série de brefs passages télévisés (de trois minutes), présentés aux heures de grande écoute dans de grands médias télévisuels, tels TV5, RFI, BBC. Ils devront montrer aux partenaires du Nord de nouvelles manières de travailler ensemble.
7. (*Janvier 2008*) Une rencontre en Belgique des partenaires investisseurs et des entrepreneurs africains, qui permettra de faire le pont entre l'initiative privée africaine et les partenaires investisseurs européens (banques, compagnies privées), désireuses de collaborer avec eux. C'est la mise en œuvre du paradigme que nous proposons.
8. (*Septembre 2009*) *Africités 5*. Africités 5 sera l'occasion de faire un pas de plus dans la mise en place de la communication d'Africités et de relancer un deuxième concours autour du thème « De nouvelles relations avec l'Afrique pour créer des richesses ensemble » sur la base, à la fois, de critères plus définis et structurés, et d'une communication étendue.

REMERCIEMENTS

Jean-Pierre Elong Mbassi

En principe, dans ce genre de réunions, il y a un temps pour la conclusion, mais la conclusion a été faite avant déjà ! Je ne vais pas la répéter. Par contre, permettez-moi de dire quelques mots de remerciement. D'abord, à Monsieur le Ministre de Decker et au Commissaire européen, Monsieur Louis Michel. Parce que, sans leur engagement et leur appui, notre enthousiasme se serait éteint en chemin. Nous avons été portés par cet engagement pour oser. Nous sommes sincèrement reconnaissants au Ministre de Decker et à toute son équipe au Ministère, d'avoir accepté de nous accueillir au palais d'Egmont. En particulier vous, Madame Van Offelen, nous vous remercions beaucoup. Nous vous avons entendu dire, Monsieur le Commissaire européen Louis Michel, combien l'Union Européenne est disposée à revoir ses stratégies si des perspectives crédibles sont ouvertes. Merci à ces autorités. Merci au Gouvernement belge.

Mais surtout merci à vous. Parce que pour s'amuser, il faut être plusieurs fous. Et je crois qu'on a été tous un peu fous de croire qu'on peut changer le paradigme. Il y a encore beaucoup de doutes sur ce plan-là. Vous voyez, il faut rêver pour faire de grandes choses. Et je pense que, lorsqu'on rêve ensemble, on voit bien quelques lueurs, mais ces lueurs demandent ensuite du travail et de l'engagement. Et nous avons eu une équipe de participants que je dois remercier très sincèrement. Je vais les citer, si vous me le permettez, parce que je ne pensais pas, il y a quelques mois seulement, que nous pourrions faire ce que nous avons fait.

. Quelqu'un nous a dit hier que, sans cette équipe, il ne serait pas arrivé jusqu'à Bruxelles, rien que pour les arrangements du voyage et des visas. Vraiment, un grand merci à Gauthier Brygo, chargé de mission à Echos Communications, à Alexandre de Crombrugghe, chargé de mission, à Cécile Francq, à Patrice Yengo du PDM, à Stéphanie Wampach, chargée de mission, Marylise Sprumont et Komal Hassamal. Je voudrais remercier aussi tous ceux qui nous ont aidés : MD Communication, Kaléidoscope, Cap Conseil, Axiopole, EMA Invest, pour le concours qu'ils nous ont apporté et toutes leurs contributions. Je voudrais citer encore Kadratura, Muriel Delpire, la graphiste. Enfin M. Willocx, directeur général de la Chambre de Commerce, qui nous a accueillis hier. Et Mme Steendam, la directrice du palais d'Egmont. Vraiment merci pour votre accueil si chaleureux.

Je voudrais également dire merci à M. Eryvn et à l'équipe des interprètes, qui nous ont accompagnés tout le temps, aux chauffeurs qui ont été fantastiques, à l'équipe de sécurité. Vous ne les avez pas vus, mais vous êtes en sécurité. A notre conseiller juridique, maître Kips, parce qu'il y a une quantité d'aspects juridiques dans ce genre de réunions. Et je voudrais surtout, une fois de plus, dire un grand merci à tous nos intervenants, à tous ceux qui ont permis l'animation d'un débat franc et qui nous ont montré que la tâche ne fait que commencer. A nous de continuer. Mais, comme on dit, « nous vaincrons » !

François Milis

A mon tour, très brièvement, je voudrais vous remercier. Je ne vais pas énumérer à nouveau tout le monde. Mais je voudrais tout particulièrement remercier nos partenaires : la DGCD qui nous a fait confiance ; la Commission Européenne et, toi aussi, Jean-Pierre. Parce qu'on a passé, il faut le dire, par des phases de doute, des phases de questionnement quant à notre hypothèse de travail, et quant à la façon de la partager. « Est-ce que cela vaut la peine ? », nous demandions-nous. Jean-Pierre a toujours été là pour nous dire « Oui, cela vaut la peine de la partager ». C'était donc très important que tu sois avec nous, avec ton équipe. Merci beaucoup. Et merci à vous tous pour ce travail de reconstruction.

Bon retour et à bientôt. Parce qu'on va continuer !